

OAPEC

**L'Accord d'Alger est
"un tournant
stratégique" pour le
marché pétrolier
mondial**

P 5

HAUT CONSEIL DE LA DIASPORA SCIENTIFIQUE

Renforcer les liens avec la recherche nationale

Réuni ce dimanche à Alger pour sa première session, le Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger traduit la volonté de l'Algérie de structurer durablement l'apport de sa diaspora scientifique. Cette instance consultative vise en effet à rapprocher les chercheurs établis à l'étranger des acteurs nationaux de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, en passant d'une mobilisation ponctuelle à un partenariat institutionnel axé sur les priorités scientifiques, technologiques et économiques. Créé par le décret présidentiel n° 26-293 du 7 septembre 2026 auprès du président de la République, le Haut conseil dispose de la personnalité morale et de l'autonomie financière, et siège à Alger. P 3

PRÈS DE 185 000 TONNES
EXPORTÉES EN 2025

**L'Algérie, premier
exportateur africain
de dattes**

L'Algérie confirme sa position parmi les principaux acteurs africains du commerce international de la datté. Avec environ 185 000 tonnes exportées en 2025, pour des recettes estimées à 184 millions de dollars, le pays arrive en tête du classement africain en volume, devant la Tunisie, l'Égypte, la Libye et l'Afrique du Sud, selon les données compilées par Trade Map.

P 2

ALGÉRIE-OPEP

**Le dialogue se
renforce sur le pétrole
et le mix énergétique**

La coopération entre l'Algérie et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est renforcée dimanche à Alger, à l'occasion de la visite de travail du Secrétaire général de l'Organisation, Haitham Al Ghais, qui a eu des entretiens avec plusieurs responsables algériens sur l'évolution du marché pétrolier mondial, les perspectives de coopération et les mutations du système énergétique.

P 3

TOURISME ALGÉRIEN

**Le grand virage vers
le numérique et l'IA**

À l'occasion de la Journée mondiale du Tourisme, célébrée chaque année le 27 septembre à l'instar de la communauté internationale, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a prononcé une allocution placée sous le thème retenu cette année par l'Organisation mondiale du Tourisme : « L'agenda numérique et l'intelligence artificielle pour repenser le tourisme ».

P 5

SDEM DE TÉNÈS

**Reprise de la production
d'eau dessalée après
l'achèvement des travaux de
réparation d'une fuite** P 2

GUICHET UNIQUE ET INVESTISSEMENT

**Plaidoyer pour une vision
centrale et une gestion locale** P

3

MOSTAGANEM

**Le guichet unique du port
commercial entrera
prochainement en service** P 6

SDEM DE TÉNÈS
Reprise de la
production d’eau
dessalée après
l’achèvement des
travaux de
réparation d’une
fuite

La production d’eau a repris dimanche au niveau de la station de dessalement d’eau de mer (SDEM) de Mainis, dans la commune de Ténès (Chlef), après l’achèvement des travaux de réparation d’une importante fuite d’eau survenue samedi au niveau de la conduite principale de refoulement, a-t-on appris auprès de l’unité de wilaya de l’Algérienne des eaux (ADE). Selon la même source, les équipes techniques de l’entreprise ont achevé les travaux de réparation de la fuite, signalée samedi sur la conduite principale de refoulement de 1.500 mm, située entre la conduite de rejet de Mainis et les réservoirs de collecte de Keiser, ainsi que la remise en état de la zone d’intervention. Tous les moyens humains, matériels et logistiques nécessaires ont été mobilisés afin de mener à bien cette intervention et d’accélérer les travaux. Parallèlement à la reprise de la production, l’opération de remplissage des réservoirs principaux et secondaires a également été entamée, selon la même source. Une fois le stockage achevé, l’alimentation et la distribution de l’eau reprendront progressivement au profit des communes approvisionnées à partir de cette station, a ajouté la même source. La capacité de production de la SDEM de Mainis, est de 200.000 m3/ jour, rappelle-t-on.

APS

PRÈS DE 185 000 TONNES EXPORTÉES EN 2025 L’Algérie, premier exportateur africain de dattes

L’Algérie confirme sa position parmi les principaux acteurs africains du commerce international de la datte. Avec environ 185 000 tonnes exportées en 2025, pour des recettes estimées à 184 millions de dollars, le pays arrive en tête du classement africain en volume, devant la Tunisie, l’Égypte, la Libye et l’Afrique du Sud, selon les données compilées par Trade Map.

Par Z R.

La filière algérienne dispose d’une base productive particulièrement importante. Selon les données de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), le pays a produit environ 1,34 million de tonnes de dattes en 2024, sur une superficie d’environ 176 000 hectares. La production nationale repose principalement sur les grandes zones phoenicoles du Sud, notamment Biskra, El Oued et Ouargla. Ces régions constituent les principaux bassins de production et bénéficient de conditions naturelles favorables au développement du palmier dattier. La variété Deglet Nour occupe une place particulière dans cette production, notamment dans les régions de Biskra et de Ouargla, où elle constitue l’une des principales variétés destinées à la commercialisation. Malgré son niveau de production, l’Algérie n’exporte qu’une partie limitée de ses récoltes. Les quelque 185 000 tonnes expédiées à

l’étranger en 2025 représentent ainsi une proportion relativement faible de la production nationale. Cette situation traduit notamment le poids important de la consommation intérieure dans l’écoulement de la production.

Un potentiel de valorisation à renforcer

Les données relatives aux exportations montrent également que le volume commercialisé à l’international ne constitue pas le seul indicateur de performance. En 2025, les exportations algériennes de dattes ont généré environ 184 millions de dollars, soit une valeur moyenne proche de 993 dollars par tonne. À titre de comparaison, la Tunisie, deuxième exportateur africain en volume avec quelque 147 000 tonnes, a enregistré 347 millions de dollars de recettes. Sa valeur moyenne à l’exportation, estimée à environ 2 400 dollars par tonne, est ainsi nettement supérieure à celle des dattes algériennes. Cet écart met en évidence l’importance

de la valorisation des produits, du conditionnement, de la transformation et de l’accès aux marchés à plus forte valeur ajoutée. Pour l’Algérie, le développement des exportations de dattes ne repose donc pas uniquement sur l’augmentation des volumes, mais également sur l’amélioration de leur valorisation sur les marchés extérieurs. À l’échelle africaine, l’Algérie occupe une place centrale dans la production et le commerce de la datte. Elle devance en volume la Tunisie, l’Égypte et la Libye, tandis que l’Afrique du Sud se distingue par des volumes plus réduits mais une valeur unitaire élevée. L’évolution du marché africain pourrait toutefois renforcer la concurrence dans les prochaines années. L’Éthiopie entend notamment développer fortement sa production de dattes afin de devenir un exportateur net. Son plan prévoit de multiplier par plus de quatre les superficies consacrées au palmier dattier, actuellement estimées à quelque 6 000 hectares, pour atteindre 25 000 hectares à terme.

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

L’importance de la numérisation et de l’IA soulignée à Guelma

Un séminaire ayant pour thème "l'importance de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans le développement du tourisme", animé par des professeurs, des spécialistes et des acteurs du secteur du tourisme été organisé, dimanche, au Centre de l'innovation de Guelma. Au cours de cette rencontre, initiée par la direction du tourisme et de l'artisanat, en présence du wali de Guelma, Samir Chibani, et d'acteurs du secteur du tourisme, à l'occasion de la célébra-

tion de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre), le Dr Samir Halaci, directeur de la Maison de l'intelligence artificielle de l'université du 8-Mai 1945 de Guelma, a présenté une conférence intitulée "Comment exploiter la numérisation et l'intelligence artificielle pour redéfinir le tourisme", où il a passé en revue les différentes technologies et applications pouvant être utilisées pour promouvoir les différentes destinations et régions touristiques de l'Algérie. De son côté, Salah Ben-

zaïche, guide touristique, a présenté une communication sous le titre "le guide touristique à l'ère du numérique" dans laquelle il a considéré que la numérisation "aujourd'hui une réalité incontournable à laquelle tous les acteurs du secteur du tourisme doivent s'adapter en s'appuyant sur des techniques de marketing touristique via les réseaux sociaux et en créant des applications et des plateformes numériques pour faire connaître les sites attractifs et touristiques, ainsi que pour les réservations électroniques dans les établissements hôteliers".

La journée d'étude a également donné lieu à l'organisation, dans le hall du Centre de l'innovation, d'une exposition diversifiée comprenant plusieurs stands des différents acteurs en lien avec le secteur du tourisme et de l'artisanat, tels qu'Algérie Télécom, la formation professionnelle, l'université, des agences de voyages et des établissements hôteliers.

R E.

TOURISME ALGÉRIEN

Le grand virage vers le numérique et l’IA

À l’occasion de la Journée mondiale du Tourisme, célébrée chaque année le 27 septembre à l’instar de la communauté internationale, la ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Houria Meddahi, a prononcé une allocution placée sous le thème retenu cette année par l’Organisation mondiale du Tourisme : « L’agenda numérique et l’intelligence artificielle pour repenser le tourisme ». Dans son discours, la ministre a tenu à souligner que ce choix thématique traduit un tournant profond dans la conception du développement touristique. Le numérique et l’intelligence artificielle, a-t-elle affirmé, ne sont plus de simples outils d’appoint, mais deviennent un moteur essentiel pour repenser la carte touristique mondiale et inventer des modèles plus flexibles, adaptés aux attentes changeantes des voyageurs. Elle a inscrit cette dynamique dans le cadre plus large de la transition numérique engagée par l’État algérien, en application de la vision du président de la République visant à généraliser la

numérisation et à moderniser la gestion des services publics et économiques.

Une feuille de route articulée autour de quatre axes

La ministre a précisé que le secteur entend intégrer progressivement les solutions numériques et l’intelligence artificielle autour de plusieurs priorités : l’amélioration de l’expérience du touriste, via des plateformes et applications intelligentes proposant des parcours personnalisés, des services d’orientation touristique et une simplification des opérations de réservation ; l’interconnexion des acteurs de la chaîne touristique (hôtels, agences de voyages et guides) à travers une infrastructure numérique intégrée destinée à améliorer la coordination et à offrir une offre touristique cohérente ; la numérisation des services hôteliers et touristiques, notamment par la modernisation de la gestion administrative des établissements et le déploiement de moyens de paiement électroniques ; et la

numérisation de l’artisanat traditionnel, présenté comme une composante essentielle de l’identité culturelle algérienne, à travers des solutions permettant aux artisans de commercialiser et de promouvoir leurs produits via les plateformes de commerce électronique, tout en protégeant leurs créations.

« IA Tour Algérie 2026 » : un dispositif dédié à l’innovation touristique

Mme Meddahi a par ailleurs annoncé que la refonte numérique du tourisme s’appuie sur une stratégie active mobilisant les jeunes talents et les compétences nationales, à l’image de la compétition lancée récemment par le secteur sous l’appellation « IA Tour Algérie 2026 », destinée à stimuler des cycles réguliers d’action pour développer le produit touristique national et renforcer la compétitivité des destinations algériennes face aux mutations mondiales du secteur. La ministre a insisté sur le fait que l’intelligence artificielle et la numérisation ne doivent pas faire perdre

au tourisme algérien son identité propre. L’objectif, a-t-elle expliqué, est de bâtir un tourisme algérien diversifié, à la fois naturel et culturel, authentique et durable, à travers la mobilisation de tous les acteurs professionnels du secteur et partenaires économiques — pour relever le défi de la modernisation et de la transformation numérique. À l’occasion de cette Journée mondiale, la ministre a réaffirmé l’engagement du secteur à intensifier les efforts d’investissement intelligent dans les destinations touristiques algériennes, tout en préservant le patrimoine culturel authentique qui fait la spécificité de ces destinations. Mme Meddahi a conclu son allocution en adressant ses félicitations à l’ensemble des professionnels, partenaires et acteurs du secteur du tourisme et de l’artisanat en Algérie, exprimant le vœu que cette Journée mondiale soit une étape marquante dans l’échange d’expériences internationales en matière de tourisme intelligent et durable, respectueux de l’environnement et de l’identité culturelle et humaine du pays.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HAUT CONSEIL DE LA DIASPORA SCIENTIFIQUE

Renforcer les liens avec la recherche nationale

Réuni ce dimanche à Alger pour sa première session, le Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger traduit la volonté de l'Algérie de structurer durablement l'apport de sa diaspora scientifique. Cette instance consultative vise en effet à rapprocher les chercheurs établis à l'étranger des acteurs nationaux de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, en passant d'une mobilisation ponctuelle à un partenariat institutionnel axé sur les priorités scientifiques, technologiques et économiques. Créé par le décret présidentiel n° 26-293 du 7 septembre 2026 auprès du président de la République, le Haut conseil dispose de la personnalité morale et de l'autonomie financière, et siège à Alger.

Par Selma R.

Présidant les travaux de cette première réunion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a mis en avant l'importance de cette nouvelle structure dans la valorisation des compétences scientifiques algériennes à l'étranger. Selon lui, le Haut conseil doit notamment contribuer à rapprocher ces chercheurs de l'écosystème national de recherche et d'innovation, et favoriser leur participation aux projets structurants du pays. L'enjeu dépasse ainsi le seul cadre universitaire, dans la mesure où la mobilisation de cette expertise doit accompagner la transformation de l'économie nationale vers davantage de connaissance, d'innovation et de technologies de pointe. C'est pourquoi le Haut conseil est appelé à apporter son expertise sur des problématiques scientifiques et technologiques liées aux grands projets nationaux, tout en contribuant à identifier les évolutions susceptibles d'avoir un impact sur les secteurs stratégiques. Coordinateur du Haut conseil, le scientifique algérien Elias Zerhouni a, pour sa part, détaillé les principales missions assignées à cette instance. Celle-ci devra no-

tamment évaluer la pertinence scientifique et technologique de projets d'importance nationale, formuler des propositions et assurer une veille sur les technologies émergentes. Cette mission d'expertise doit ainsi permettre de mieux anticiper les mutations technologiques et d'intégrer davantage les connaissances et les expériences acquises dans les grands centres scientifiques internationaux. Elias Zerhouni a également insisté sur le rôle du conseil dans le transfert de connaissances et le renforcement du dialogue scientifique, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. La composition de l'instance traduit d'ailleurs cette volonté d'ouverture : l'assemblée générale réunie à Alger comprend le président du conseil et 28 membres, dont 27 scientifiques et experts issus de la diaspora, choisis en raison de leur expertise et de leur rayonnement international. Elle associe également six représentants de secteurs ministériels stratégiques, ainsi que trois dirigeants d'entreprises établies à l'étranger et actives dans la recherche et développement. Cette configuration vise ainsi à créer un espace de dialogue entre la recherche, les pouvoirs publics et le monde économique, tout en facilitant l'identification des domaines dans lesquels l'expertise de la dias-

pora peut contribuer directement aux priorités nationales, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de technologies émergentes, d'innovation ou de valorisation économique des connaissances. Cette première réunion du Haut conseil doit également permettre de poser les bases de son fonctionnement. À ce titre, les membres ont notamment à examiner et adopter le règlement intérieur, à mettre en place des commissions spécialisées et à élaborer un plan de travail annuel. L'instance aura ainsi vocation à produire des recommandations, des études et des rapports prospectifs qui seront transmis directement à la Présidence de la République. Ces travaux doivent fournir des éléments d'expertise susceptibles d'éclairer les politiques publiques et d'accompagner les grands projets liés au développement durable. Pour Kamel Baddari, cette démarche s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer les liens entre les compétences scientifiques algériennes, où qu'elles se trouvent, et le système national de recherche. L'objectif est ainsi de créer des mécanismes permettant aux chercheurs établis à l'étranger de contribuer de manière plus régulière aux programmes et aux priorités scientifiques du pays.

GUICHET UNIQUE ET INVESTISSEMENT

Plaidoyer pour une vision centrale et une gestion locale

Par Selma R.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) est appelée à jouer un rôle central dans la simplification du parcours de l'investisseur, ainsi que dans une meilleure articulation entre les orientations nationales et les réalités des territoires. Pour l'expert financier Idir Saci, l'efficacité du guichet unique repose sur le maintien d'une vision stratégique au niveau central, tandis que la gestion administrative et le suivi des projets doivent être davantage décentralisés et dématérialisés. La mise en place effective du guichet unique de l'AAPI constitue, selon Idir Saci, un levier important pour améliorer l'environnement de l'investissement en Algérie, car elle permet de renforcer la transparence, d'accélérer la prise de décision et de réduire les délais administratifs auxquels sont confrontés les porteurs de projets, qu'ils soient nationaux ou étrangers. C'est dans cette logique que s'inscrit l'organisation du conseil d'administration de l'AAPI, qui réunit désormais des responsables issus de plusieurs secteurs, notamment l'Industrie, les Finances, l'Agriculture et l'Environnement. En effet, la présence de représentants des différents départements concernés doit permettre de rapprocher les centres de décision et d'éviter à l'investisseur de multiplier les

démarches auprès de différentes administrations. Pour Idir Saci, cette centralisation des orientations ne doit toutefois pas conduire à une concentration de l'ensemble des décisions. « Il faut avoir une vision centrale de l'aménagement du territoire, mais une gestion locale de l'investissement », a-t-il estimé lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, plaidant ainsi pour une répartition plus claire des responsabilités entre l'administration centrale et les structures territoriales. Il considère en effet que le niveau central doit conserver la maîtrise des grandes orientations liées à l'aménagement économique du territoire, citant notamment la création de pôles industriels dans les Hauts Plateaux, l'intégration des chaînes de valeur et l'anticipation des besoins futurs en matière d'infrastructures, de production et de logistique. L'objectif est ainsi de ne pas limiter la politique d'investissement à une simple addition de projets individuels, mais de l'inscrire dans une stratégie territoriale cohérente. Cette approche prend d'autant plus son sens dans le contexte de la recomposition des chaînes de production mondiales. Selon l'expert, la tendance à rapprocher les activités industrielles des marchés et des sources de matières premières offre à l'Algérie des opportunités pour dévelop-

per des pôles industriels intégrés. Le cas de l'usine General Plastic Injection à Tissemsilt, spécialisée dans les composants destinés notamment à l'industrie automobile, illustre bien cette dynamique : le développement de ce type d'activités permettrait de renforcer la production nationale, de réduire certaines dépendances aux importations et de favoriser l'émergence de chaînes de valeur locales. La disponibilité de nouvelles ressources et de projets structurants, à l'image de l'exploitation du minerai de fer de Gara Djebilet, renforce d'ailleurs la nécessité d'une réflexion sur la localisation des activités industrielles. « Il faut concentrer les activités pour optimiser la logistique, la main-d'œuvre et la sécurité », souligne Idir Saci, insistant sur l'importance d'une planification territoriale à long terme. Cette vision stratégique doit cependant s'accompagner d'une déconcentration de la gestion quotidienne : la prise de décision administrative, le suivi des investissements et l'accompagnement des opérateurs devraient, selon lui, être assurés au plus près des territoires, grâce à un recours accru aux plateformes numériques. La dématérialisation doit ainsi permettre de réduire les déplacements, d'améliorer la traçabilité des procédures et de limiter les délais de traitement.

81^E SESSION DE L'AGNU

Le ministre Attaf s'entretient avec nombre de ses homologues

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite, son Altesse le prince Faisal bin Farhan bin Abdullah Al Saoud, et la ministre des Affaires étrangères et des Expatriés de la République du Yémen, Mme Afrah Abdulaziz Al-Zouba, en marge des travaux de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), indique dimanche un communiqué du ministère.

La rencontre avec le ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite, pays frère, a été "l'occasion de passer en revue les développements de la situation au Moyen-Orient et d'examiner nombre de questions régionales et internationales d'intérêt commun", précise le communiqué.

Les deux ministres ont également échangé les vues et les analyses concernant "les développements de la situation au Sahel, notamment face aux défis multidimensionnels auxquels cette région est confrontée", l'accent ayant été mis sur l'importance du "renforcement de la coordination et de la concertation entre les deux pays à ce sujet" et la nécessité de "soutenir les efforts visant à consolider la sécurité, la stabilité et le développement, tout en s'attaquant aux causes profondes des crises dans la région".

Les deux ministres ont, par ailleurs, examiné les derniers développements politiques et sécuritaires en Libye, pays frère. Ils ont, à cet égard, réaffirmé "l'importance de parvenir à un règlement politique global de la crise libyenne, fondé sur la conduite par les Libyens eux-mêmes du processus de règlement, de manière à préserver l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye".

Ils ont, par là même, évoqué "les efforts déployés par les pays voisins en soutien au processus politique libyen, afin de contribuer à créer les conditions optimales permettant au peuple libyen de surmonter sa crise et de réaliser ses aspirations en matière de sécurité, de stabilité et de développement".

Lors de sa rencontre avec son homologue de la République du Yémen, M. Attaf lui a présenté ses félicitations à l'occasion de sa nomination à la tête de la diplomatie yéménite, soulignant "la profondeur des liens historiques de fraternité et de solidarité qui unissent les deux pays et peuples frères". De son côté, Mme Abdulaziz Al-Zouba a salué "la place qu'occupe l'Algérie dans la mémoire nationale de son pays ainsi que ses positions favorables à différentes étapes", appelant de ses vœux "le renforcement de la coordination et de la coopération bilatérales".

La rencontre a également été l'occasion d'échanger les vues sur "les développements de la situation au Yémen et ses répercussions humanitaires, économiques et sécuritaires, notamment en ce qui concerne la navigation en mer Rouge".

M. Attaf a réitéré "la solidarité de l'Algérie avec le peuple yéménite et sa disponibilité à poursuivre son soutien aux efforts visant à alléger ses souffrances et à parvenir à une solution pacifique durable à même de préserver la sécurité, la souveraineté et la stabilité du Yémen", conclut le communiqué du ministère.

APS

AIR ALGÉRIE

Reprise des vols vers Doha mardi prochain

La compagnie aérienne nationale Air Algérie reprendra, mardi prochain, ses vols vers Doha, après une suspension de près de sept mois, a-t-on appris auprès de la compagnie. Le premier vol d'Air Algérie vers la capitale qatarie après la période de suspension est programmé mardi à 00h55, selon la même source, précisant que le programme de la ligne Alger-Doha comprend trois vols par semaine, les dimanches, mardis et vendredis, à la même heure. La compagnie compte renforcer son programme de vols sur cette ligne, en assurant un vol quotidien à partir du 25 octobre prochain, à la même heure. Air Algérie avait annoncé, en février dernier, la suspension des vols à destination et en provenance de Doha, une décision qui s'inscrivait dans "le souci de garantir les plus hauts standards de sécurité et de sûreté pour les clients et les équipages, suite à l'évolution de la situation dans la région du Moyen-Orient".

APS

OULED DJELLAL

Signature d’une convention de formation entre les directions du tourisme et de la protection civile

Une convention de formation en secourisme, en sauvetage et en lutte contre les incendies a été signée à Ouled Djellal, entre la direction du tourisme et de l'artisanat et celle de la protection civile, a indiqué, dimanche, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Moussa Boucherit. M. Boucherit a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, célébrée le 27 septembre de chaque année, une convention de coopération et de formation a été signé entre les directions du tourisme et de la protection civile, aux termes de laquelle cette dernière formera des guides touristiques en matière de premiers secours, de sauvetage et d'extinction des incendies. La convention s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir une culture de prévention et de sécurité et à améliorer la préparation des guides touristiques à faire face à différentes situations d'urgence, contribuant ainsi à garantir la sécurité des touristes et des visiteurs lors des activités et des excursions touristiques.

APS

CONDUITE D'EAU ENDOMMAGÉE À BOUMERDÈS

Le ministre Bouzegza inspecte les travaux de réparation

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, s'est rendu, samedi, dans la wilaya de Boumerdès pour s'enquérir de l'avancement des travaux de réparation de la conduite d'eau endommagée et suivre sur le terrain les différentes interventions en cours, indique un communiqué du ministère. M. Bouzegza, qui était accompagné du wali de Boumerdès, a indiqué qu'une "solution technique d'urgence" avait été mise en œuvre afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau potable des populations des wilayas de Boumerdès et d'Alger, parallèlement à la poursuite des travaux de réparation des sections endommagées, de sécurisation du réseau et de remise en service de la conduite, précise la même source. Sur place, le ministre a salué le niveau de mobilisation et de coordination entre les différents intervenants, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts et de mobiliser tous les moyens disponibles pour achever les travaux dans les plus brefs délais. Le secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, Omar Bougueroua, a affirmé, pour sa part, que l'Etat avait mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour prendre en charge et réparer la panne soudaine survenue vendredi au niveau de la conduite principale de 2.000 mm de diamètre, relevant du système de transfert d'eau Taksebt-stations de dessalement d'eau de mer de Cap Djinet (1 et 2) et Corso, alimentant en eau potable les wilayas d'Alger et de Boumerdès. Le même responsable a indiqué, lors de son déplacement sur les lieux pour suivre les travaux de réparation, accompagné du wali de Boumerdès, Amine Benmalek, ainsi que de re-



présentants du secteur de l'hydraulique, de l'Algérienne des eaux (ADE) et de la Protection civile, que " les services concernés ont mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires afin de réparer cette panne dans les meilleurs délais ". Dans ce cadre, 35 camions et 7 engins ont été mobilisés pour le déblayage et le transport de la terre, ainsi que divers équipements pour évacuer les débris et réparer la panne survenue sur les conduites de transfert d'eau depuis le barrage de Taksebt (Tizi Ouzou) vers Alger, en passant par la wilaya de Boumerdès. Une cellule de crise a, par ailleurs, été installée afin de suivre les travaux

de réparation et les opérations d'intervention. Les mesures nécessaires ont également été prises pour atténuer les impacts de cette panne, recenser et accompagner les familles dont les habitations ont touchées par des infiltrations d'eau, selon la même source. Pour rappel, une panne avait été enregistrée, vendredi, au niveau de la conduite principale relevant du système de transfert d'eau du barrage de Taksebt (Tizi Ouzou) vers Alger, à la suite d'un glissement de terrain dans la localité de Draâ Lekhel, dans la commune de Bou-douaou.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Septembre 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg		دج / كلف				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	109	118	99	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	113	127	99	الطماطم	
	Oignon sec	80	88	72	البصل الجاف	
	Ail sec	825	890	759	الثوم الجاف	
	Carotte	143	154	131	الجزر	
	Navet	166	180	152	اللفت	
	Poivron	145	158	132	الفلفل الاخضر	
	Piment	161	176	145	الفلفل الحار	
	Courgette	163	176	149	الكوسة	
	Haricot vert	280	303	257	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	179	193	164	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	428	527	329	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	488	595	381	التمر	
	Raisin	289	348	230	العنب	
	Melon	107	117	96	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	89	97	80	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2222	2333	2110	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	555	567	542	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	21	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	342,00	-0,87	-1,16	-5,20	7,29	7,60	290	99 180,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,15	116,43	-	906	738 390,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,11	7,56	7,64	43368	60 715 200,00
BIOPHARM	BIO	2 516,00	NC	0,00	0,05	0,76	6,69	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 039,00	2049,00	0,49	0,07	-6,47	8,49	8,54	51364	105 244 836,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,72	2,10	1,19	8,12	0	0,00

ALGÉRIE-OPEP

Le dialogue se renforce sur le pétrole et le mix énergétique

La coopération entre l’Algérie et l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s’est renforcée dimanche à Alger, à l’occasion de la visite de travail du Secrétaire général de l’Organisation, Haitham Al Ghais, qui a eu des entretiens avec plusieurs responsables algériens sur l’évolution du marché pétrolier mondial, les perspectives de coopération et les mutations du système énergétique.

Synthèse Z R.

Le Secrétaire général de l'OPEP, Haitham Al Ghais, a été reçu successivement par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal. Les discussions ont notamment porté sur les défis auxquels fait face le marché mondial de l'énergie, la coordination entre les pays producteurs dans le cadre de l'OPEP+, ainsi que sur les perspectives d'échange d'expertises dans le domaine du mix énergétique. La rencontre entre M. Arkab et le SG de l'OPEP intervient à quelques jours du dixième anniversaire de l'Accord d'Alger, signé le 28 septembre 2016, considéré comme une étape majeure dans le renforcement de la coopération entre les membres de l'OPEP et les producteurs non membres. Les deux parties ont examiné les questions liées à la coordination et aux perspectives de coopération entre les pays participant à la Déclaration de coopération, ainsi que le fonctionnement, la gouvernance et les priorités de l'Organisation. Elles ont également échangé sur les moyens de renforcer son efficacité face aux transformations que connaît le marché mondial de l'énergie. S'exprimant à l'issue de la rencontre, M. Arkab a rappelé que l'Accord d'Alger avait constitué une étape importante dans le processus de coopération entre les pays producteurs de pétrole, en posant les bases qui ont ensuite permis la mise en place d'un cadre

plus large de coopération avec les pays non membres au titre de l'OPEP+. Le ministre d'Etat a souligné, à ce propos, la contribution de l'Algérie aux efforts de dialogue, de coordination et de rapprochement des positions entre les pays producteurs. Dix ans après la signature de l'Accord, l'Algérie continue de contribuer aux efforts de concertation au sein de l'OPEP et de l'OPEP+, avec l'objectif de soutenir la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier mondial. Cette position a été saluée par Haitham Al Ghais, qui a qualifié le rôle de l'Algérie de «central et historique» dans le soutien à l'Organisation depuis son adhésion. Il a notamment rappelé plusieurs rendez-vous majeurs organisés en Algérie, dont le premier Sommet de l'OPEP tenu à Alger en 1975, la Réunion d'Oran de 2008 et, surtout, l'Accord d'Alger de 2016, qui a constitué le premier jalon de l'OPEP+.

Vers davantage d'échanges sur le mix énergétique

Les discussions se sont également élargies aux transformations du système énergétique mondial. Reçu par le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, le Secrétaire général de l'OPEP a examiné les possibilités de renforcer les échanges d'expertise entre l'Algérie et l'Organisation, notamment dans le domaine du mix énergétique. M. Adjal a annoncé, dans ce cadre, l'organisation prochaine de ren-

contres entre son département ministériel et l'OPEP consacrées au partage d'expériences en matière de mix énergétique. Cette démarche ouvre un nouvel axe de coopération autour des évolutions du secteur énergétique et de l'intégration progressive des sources renouvelables. De son côté, M. Al Ghais a fait état d'une «convergence totale de vues» concernant le rôle des énergies renouvelables, qu'il considère comme complémentaires aux hydrocarbures. Selon lui, le développement du solaire et de l'éolien contribuera notamment à réduire les émissions et à développer les services énergétiques, sans remettre en cause à court et moyen terme l'importance du pétrole et du gaz dans le système énergétique mondial. Le Secrétaire général de l'OPEP a estimé que la part du solaire et de l'éolien devrait augmenter dans le mix énergétique mondial à l'horizon 2050, tout en prévoyant le maintien du pétrole comme principale source d'énergie et une progression de la consommation mondiale de gaz naturel. La visite de Haitham Al Ghais intervient ainsi dans un contexte marqué à la fois par les enjeux de stabilité du marché pétrolier et par l'accélération des mutations énergétiques mondiales. Elle a permis de réaffirmer le rôle de la coordination entre producteurs, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de coopération dans les domaines liés à la transition énergétique et au mix énergétique.

HYDROCARBURES

L’Algérie présentera son appel d’offres 2026 à l’AEW

L'Algérie présentera son appel d'offres 2026 dans l'amont pétrolier et gazier lors de la conférence et exposition African Energy Week (AEW) 2026, prévue du 12 au 16 octobre au Cap. Sept opportunités d'exploration onshore seront ainsi mises en avant auprès des investisseurs internationaux, dans le cadre du nouveau cycle d'attribution de licences lancé par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT). Une session dédiée à l'Algérie est programmée lors de cet événement, avec pour objectif d'examiner le potentiel d'exploration du pays ainsi que l'évolution du cadre d'investissement dans l'amont. Cette rencontre intervient à quelques semaines de la date limite de soumission des offres, fixée au 26 novembre, offrant ainsi à l'ALNAFT et aux acteurs du secteur une nouvelle occasion de présenter les opportunités proposées aux compagnies internationales. Lancé en avril dernier, l'appel d'offres suscite déjà l'intérêt des opérateurs internationaux. Selon les informations communiquées, 53 compagnies se sont enregistrées et un intérêt a été exprimé pour l'ensemble des sept blocs proposés. Le processus bénéficie également d'un dispositif numérique inédit. Les salles de données virtuelles ont été ouvertes en juin, permettant aux investisseurs qualifiés d'accéder à distance aux données techniques relatives

aux périmètres concernés. Il s'agit de la première utilisation de cette plateforme numérique dans le cadre d'un appel d'offres algérien dans le secteur des hydrocarbures. Les contrats d'hydrocarbures avec Sonatrach devraient être signés au plus tard le 31 janvier 2027. L'appel d'offres porte sur sept blocs onshore répartis dans plusieurs régions pétrolières et gazières du pays. Il s'agit des périmètres Illizi Centre 1, El M'Zaid Nord, El Borma II, Est Bordj Omar Driss 1, El Hadjira III, El Benoud Est et Touggourt Sud. Ces blocs se situent notamment dans les bassins d'Illizi, de Berkine et d'Oued Mya, qui figurent parmi les principales zones d'exploration et de production d'hydrocarbures en Algérie. Le cadre contractuel prévoit une période d'exploration pouvant atteindre sept ans, avec une possibilité de prorogation de deux années supplémentaires. Elle sera suivie d'une période d'exploitation de 30 ans, susceptible d'être prolongée de dix ans. Le processus engagé en 2026 s'inscrit dans la continuité de l'appel d'offres lancé en 2024. Celui-ci avait porté sur six blocs onshore et s'était soldé par l'attribution de cinq contrats d'hydrocarbures en 2025. Cette dynamique intervient également dans le cadre des réformes engagées par l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures, notamment à travers la loi de 2019. Le pays cherche ainsi à renforcer l'attractivité de son

domaine minier et à encourager la participation des compagnies internationales à l'exploration et au développement de nouvelles ressources. L'Algérie ambitionne notamment de maintenir sa production gazière à un niveau supérieur à 10 milliards de pieds cubes par jour, tout en consolidant sa position de fournisseur de long terme des marchés européens. Plusieurs compagnies internationales ont déjà renforcé leur présence dans l'exploration en Algérie. TotalEnergies et QatarEnergy se sont ainsi vu attribuer le contrat d'exploration et d'exploitation du périmètre d'Ahara, d'une superficie d'environ 14.900 km², situé à la jonction des bassins de Berkine et d'Illizi, à l'issue du précédent appel d'offres. Cette ouverture de nouveaux périmètres intervient dans le cadre d'un programme d'investissement de 60 milliards de dollars prévu dans le secteur énergétique algérien pour la période 2025-2029. Environ 80 % de cette enveloppe devraient être consacrés à l'exploration et à la production dans l'amont. À travers ce programme, l'Algérie entend maintenir ses niveaux de production d'hydrocarbures, développer de nouvelles ressources et renforcer sa position sur les marchés énergétiques national et international.

Synthèse R E/Agence

LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE L'ÉNERGIE EN ITALIE

Le partenariat avec l’Algérie au cœur de la stratégie de Rome

Face à la forte hausse des prix des carburants et aux tensions qu'elle fait peser sur le pouvoir d'achat des ménages et les coûts des entreprises, le gouvernement italien multiplie les mesures pour contenir les effets de la crise énergétique. Dans un entretien accordé au quotidien «La Repubblica», le ministre des Entreprises et du Made in Italy, Adolfo Urso, a détaillé les réponses mises en œuvre par Rome, tout en plaçant les accords conclus avec l'Algérie et d'autres partenaires africains parmi les leviers structurels destinés à renforcer la sécurité énergétique du pays. Pour le ministre italien, les partenariats énergétiques internationaux constituent en effet un volet complémentaire aux efforts engagés sur le front de la production nationale. Rome mise notamment sur l'augmentation de la production d'énergies renouvelables, le développement des ressources locales de pétrole et de gaz, ainsi que sur de nouvelles coopérations internationales. Selon les données rapportées par la presse italienne, la production renouvelable italienne a d'ailleurs progressé de 40 % en trois ans. C'est dans cette stratégie diversifiée qu'Adolfo Urso a explicitement cité les accords avec l'Algérie et d'autres partenaires africains comme des instruments destinés à consolider les approvisionnements énergétiques. La place accordée à Alger s'inscrit ainsi dans un partenariat énergétique qui s'est renforcé ces dernières années. L'Algérie figure en effet parmi les principaux fournisseurs de gaz de l'Italie, avec des flux acheminés notamment par le gazoduc TransMed. La coopération entre Sonatrach et Eni porte par ailleurs sur plusieurs volets de la chaîne énergétique : en juillet 2025, les deux groupes avaient signé un protocole d'accord destiné à renforcer leur coopération dans les hydrocarbures, la transition énergétique et les énergies renouvelables. Cet accord prévoyait notamment de soutenir l'augmentation de la production gazière algérienne et de contribuer à la prolongation des contrats d'approvisionnement destinés au marché italien. Le partenariat ne se limite cependant pas au gaz naturel. Sonatrach dispose également d'une implantation industrielle directe en Italie à travers la raffinerie d'Augusta, en Sicile, dont elle est propriétaire. Le groupe algérien indique que cette acquisition comprend également des terminaux pétroliers et des infrastructures de transport, renforçant ainsi sa présence dans l'aval pétrolier européen. La raffinerie dispose d'une capacité de traitement de l'ordre de 10 millions de tonnes par an, ce qui confère à cette présence une importance particulière dans le contexte actuel de tension sur les produits raffinés. Les autorités italiennes ont d'ailleurs convoqué pour le 8 octobre les principaux opérateurs du secteur, dont Sonatrach, afin d'examiner les moyens d'augmenter la production des raffineries nationales et de limiter les effets de la dégradation de l'approvisionnement international. La réunion doit notamment porter sur les capacités de production des principaux produits raffinés.

S. R.

OUM EL BOUAGHI

Une enveloppe de 265 millions de dinars pour l'acquisition d'équipements médicaux pour les EPH

Une enveloppe de 265 millions de dinars a été allouée, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, à l'acquisition d'équipements médicaux pour les établissements publics hospitaliers (EPH), afin de renforcer le service public de santé et d'assurer une prise en charge optimale des patients, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction de la santé et de la population (DSP). Le responsable en charge de l'inspection au sein de la DSP, Souhil Belhatem, a précisé à l'APS qu'il s'agit, notamment, d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) qui devrait être acquis "bientôt" au bénéfice de l'EPH Mostefa-Benboulaïd de la commune d'Ain M'lila. Les EPH Mohamed-Boudiaf d'Oum El Bouaghi et Mostefa-Benboulaïd d'Ain M'lila, ainsi que l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Mohamed-Boumali d'Ain Beida, bénéficieront également de séparateurs de sang, selon M. Belhatem qui a souligné que ces équipements "fourniront des plaquettes sanguines aux patients de manière plus rapide et en plus grande quantité". Ce financement a été alloué dans le cadre des programmes sectoriels de développement pour l'exercice 2026, a encore précisé le même responsable, rappelant qu'un appareil scanner avait été acquis pour l'hôpital Salah-Zerdani d'Ain Beida pour un montant de 90 millions de dinars puisés des mêmes programmes. M. Belhatem a conclu en faisant savoir que l'hôpital Mohamed-Bouhafs de la commune de Meskiana a également été doté d'un scanner financé sur le budget de la wilaya pour un montant de 90 millions de dinars.

CONSTANTINE

Réception début novembre du tunnel de Ziadia

Le projet du tunnel de Ziadia, intégré aux ouvrages annexes du Transrhumel "Salah Bey" de la ville de Constantine, devra être réceptionné au début du mois de novembre prochain, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Les travaux de ce projet portent notamment sur le renforcement des différents tronçons du tunnel, avec la mobilisation de moyens matériels supplémentaires, dont des équipements spécialisés dans le forage, afin d'accélérer les opérations restantes et permettre l'achèvement du projet dans les délais fixés, selon la cellule de communication de wilaya. La mise en service de cette infrastructure devrait contribuer à améliorer la circulation routière dans le secteur de Ziadia et à réduire la pression sur plusieurs axes reliant notamment les quartiers de Djebel El Ouahch, Sidi Mabrouk, Ziadia, Oued El Had et Daksi, a souligné la même source. Le projet du tunnel de Ziadia constitue ainsi l'un des ouvrages routiers importants des annexes du Transrhumel "Salah Bey", dont l'achèvement permettra de renforcer le réseau de voirie et d'améliorer les conditions de circulation dans la partie nord de la ville de Constantine, a-t-on estimé.

APS

MOSTAGANEM

Le guichet unique du port commercial entrera prochainement en service

Le guichet unique du port commercial de Mostaganem devra entrer en service, prochainement, indique un communiqué de la direction générale de l'Entreprise portuaire.

La même source a précisé que ce guichet, dont le coût de réalisation s'élève à 215 millions de dinars, vise à simplifier les procédures, à renforcer la coordination entre les différents intervenants, à réduire les délais, ainsi qu'à améliorer l'accueil et la communication avec les opérateurs économiques. Le taux d'avancement du projet a atteint 90 %, dans l'attente de l'achèvement des quelques travaux restants et de sa réception définitive, a ajouté la même source. La direction générale du port a décidé d'intégrer au sein de ce guichet les laboratoires relevant des directions exécutives, notamment les services du commerce, de l'agriculture et des services vétérinaires. Cette mesure devra faciliter les opérations de contrôle et d'analyse, renforcer la coordination, accélérer la prise en charge des marchandises et répondre plus rapidement aux besoins des opérateurs économiques, précise le communiqué. Dans cette optique, la direction générale du port a tenu une réunion avec les diffé-



rents intervenants, afin de recenser et de définir avec précision les besoins techniques et fonctionnels de chaque service au sein du guichet unique, et de veiller à leur prise en charge de manière anticipée

TIPASA

Des portes ouvertes pour promouvoir le produit touristique local

Le complexe du village touristique "CET" de Tipasa a abrité, samedi, une manifestation-portes ouvertes consacrée à la promotion du produit touristique local, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre). Organisée par la Direction locale du tourisme, la manifestation a attiré de nombreux professionnels du secteur, notamment des artisans, agences de tourisme et de voyages, hôteliers, exploitants de plages privées et offices de tourisme. Placée sous le thème "L'agenda numérique et l'intelligence artificielle pour repenser le tourisme", elle a réuni différents secteurs liés à l'activité touristique. Le programme a notamment dé-

buté par l'organisation d'un mariage traditionnel intitulé " Patrimoine et traditions ", ainsi que par une exposition de produits de l'artisanat caractérisant la région. A cette occasion, le directeur de l'organisation, des affaires juridiques et de la documentation au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelfattah Bougana, a souligné l'importance du secteur touristique en tant que moteur de création de richesses, de soutien au développement local et de valorisation des atouts naturels, culturels et civilisationnels de l'Algérie. Il a ajouté que le ministère poursuit ses efforts pour accompagner la transformation numérique, améliorer la qualité des services et renfor-

cer l'attractivité et la compétitivité de la destination Algérie. Une démarche, a-t-il dit, qui repose notamment sur la diversification de l'offre et la valorisation des potentialités des différentes régions, à travers le développement du tourisme balnéaire, saharien, de montagne, culturel et thermal, ainsi que l'amélioration du climat d'investissement et l'accompagnement des projets. Le même responsable a également mis en avant l'importance accordée au tourisme balnéaire, à travers le développement du cadre législatif et réglementaire afin de concilier investissement, amélioration des services et préservation de l'environnement. Il a rappelé l'ambition

de l'Algérie de bâtir un tourisme moderne, numérique, authentique et durable. La manifestation a par ailleurs été marquée par plusieurs interventions consacrées au rôle de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans l'activité des agences de tourisme et de voyages ainsi que dans le travail des guides et accompagnateurs touristiques. Elles ont également porté sur le cadre juridique et réglementaire relatif à la concession et à l'exploitation des plages autorisées à la baignade, outre la présentation de l'expérience d'un investisseur touristique bénéficiaire d'un droit de concession.

APS

TINDOUF

Satisfaction des citoyens après l'ouverture des guichets de la CNAS le samedi

Des citoyens de la wilaya de Tindouf ont salué la décision d'ouvrir, aujourd'hui (samedi), les guichets de l'agence de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) aux usagers durant la matinée, leur permettant, notamment aux employés et aux travailleurs, de bénéficier des différents services proposés par la Caisse en dehors des horaires habituels de travail. Des représentants de la société civile ont exprimé leur satisfaction à l'égard de cette mesure, estimant qu'elle permettra de faciliter l'accès des citoyens aux services de la Caisse, en particulier pour les travailleurs et les employés qui ne peuvent pas se rendre à l'agence durant les jours ouvrables habituels. Le président de la Coordination des quartiers, Mohamed-

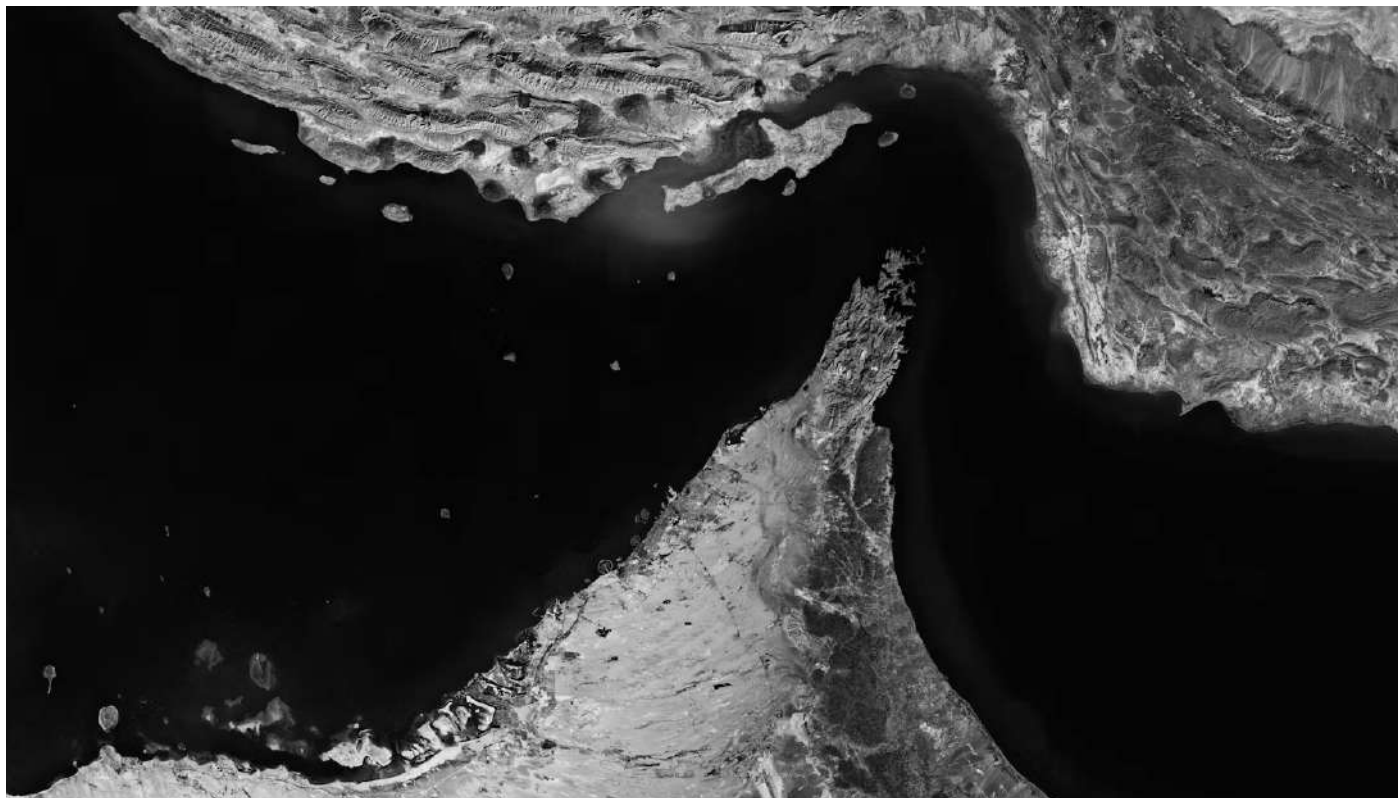
Salem Touaguine, a indiqué que l'ouverture des guichets le samedi contribuera à consolider les conditions d'accueil des citoyens et à répondre à leurs préoccupations. Il a salué cette initiative qui permet aux assurés de bénéficier des services de la Caisse dans de meilleures conditions. De son côté, le responsable de l'agence de wilaya de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés, Ahmed Haïdas, a précisé que les guichets seront ouverts chaque samedi, de 8 heures à midi, conformément aux instructions du directeur général de la Caisse. Il a souligné que cette opération concerne l'ensemble des services et des procédures proposés par la Caisse au profit des employeurs, des travailleurs, des ayants-droit et des assurés. Il a ajouté que cette mesure concerne,

notamment, les opérations de déclaration et de paiement des cotisations, ainsi que la prise en charge des différents dossiers et préoccupations liés aux services de la Caisse. Elle permet ainsi aux citoyens d'en bénéficier en dehors des horaires de travail habituels durant la semaine. M. Haïdas a également affirmé que cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer le fonctionnement du service public, à renforcer la qualité des prestations et à mieux prendre en charge les préoccupations des usagers, notamment au niveau des centres de paiement qui connaissent une forte affluence. Au niveau de l'agence concernée, cette mesure concerne le principal centre de paiement, ainsi que le service annexe des cotisations, indique-t-on.

ÉTATS UNIS, ARABIE SAOUDITE, RUSSIE

Trois géants du pétrole confrontés à leurs limites

Alors que le cours du baril flambe, les trois principaux producteurs de pétrole ont du mal à augmenter leur production. Guerre, effet des sanctions et intérêt à des prix hauts se conjuguent pour peser sur l'offre mondiale d'or noir. Si la fin du pétrole est encore loin, la tension actuelle sur le marché accélère la transition énergétique.

1^{ère} partie

Par Patrice Geoffron, professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine – PSL.

L'été 2026 a mis à l'épreuve les trois piliers de l'offre pétrolière mondiale, États-Unis, Arabie saoudite et Russie. Aucun n'a pu jouer le rôle d'amortisseur. Ce n'est pas encore l'ère post-pétrolière, mais les conditions de la puissance pétrolière ont changé. Pour les pays consommateurs, l'Europe au premier chef, l'enseignement est clair. Ils ne peuvent plus compter sur un producteur bienveillant, ou à minima fiable, pour absorber les chocs à leur place, et la sobriété, l'électrification et la diversification cessent d'être des politiques climatiques pour devenir, littéralement, des politiques de sécurité. Le baril s'échange toujours autour de 100 dollars le baril, après un pic à 126 dollars le 30 avril et un creux à 69 dollars, le 2 juillet. Washington a annoncé les sanctions les plus dures jamais prises contre l'Iran, tandis que Téhéran menace toujours de bloquer intégralement le détroit d'Ormuz. Six mois après le début du conflit irano-américain, le marché mondial vit au rythme des revirements diplomatiques. Les ordres de grandeur donnent la mesure du choc. Selon l'Energy Information Administration états-unienne, les volumes de brut et de liquides transitant par Ormuz sont tombés à 5 millions de barils par jour (Mb/j) au deuxième trimestre 2026, contre 21 Mb/j fin 2025. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) relève des stocks mondiaux passés sous 8 milliards de barils, en recul de plus de 400 millions depuis fin février. L'offre mondiale de liquides devrait tom-

ber à 101 Mb/j sur l'année 2026, contre 106 en 2025, avant un rebond à 109 Mb/j en 2027 si le détroit rouvre. Le brent, aux alentours de 90 dollars en moyenne cette année, retomberait alors vers 70 dollars. Derrière ces fluctuations, cette nouvelle crise révèle surtout la déstabilisation des trois premiers producteurs mondiaux, États-Unis, Arabie saoudite et Russie. Chacun se trouve ébranlé selon une logique spécifique, et ces logiques étaient à l'œuvre bien avant Ormuz.

Washington, une puissance sur tapis roulant

Les États-Unis restent de loin le premier producteur mondial, avec un record de 13,6 Mb/j de brut en 2025, et fournissent aujourd'hui, avec le reste du continent américain, la quasi-totalité de la croissance disponible, soit 1,4 Mb/j supplémentaires en 2026, selon l'AIE. Mais cette domination repose sur un mécanisme fragile, celui du tapis roulant. Un puits de schiste perd autour de 70 % de sa production dès la première année, contre environ 15 % par an pour un gisement conventionnel. L'écrasante majorité des puits forés chaque année ne sert donc pas à croître, mais à compenser le déclin des précédents. Il faut donc courir pour rester immobile. C'est ici que le comportement du secteur en 2026 devient théoriquement intrigant. La littérature empirique avait établi que le schiste américain répondait vivement au prix. Richard Newell et Brian Prest estimaient l'« élasticité prix » nette de l'offre non conventionnelle autour de 1,2, et Hilde Bjørnland, Frode Nordvik et Maximilian Rohrer, à partir de plus

de 16 000 puits du Dakota du Nord, mesuraient une élasticité de 0,3 à 0,9. Cette réactivité avait fait du schiste, dans les années 2010, le nouveau régulateur du marché mondial. Rien de tel cette année. Les budgets d'investissement des principaux exploitants américains ont été fixés en baisse d'environ 5 % pour 2026, et le nombre d'appareils de forage actifs dans le bassin permien est resté stable, alors même que le brut dépassait 100 dollars. L'explication n'est pas géologique. Après une décennie de croissance à tout prix soldée par des destructions de capital massives, les actionnaires exigent des dividendes plutôt que du volume, la consolidation a remplacé des dizaines d'indépendants agressifs par quelques majors prudentes, et les meilleures surfaces s'épuisent. Un producteur qui ne peut pas moduler son offre à volonté n'est pas un swing producer, mais un preneur de prix particulièrement gros. Pour preuve, le prix la pompe aux États-Unis bat actuellement des records. Et les récentes annonces concernant le pétrole vénézuélien, présenté par Donald Trump comme un eldorado, n'y changeront rien : son exploitation va requérir des dizaines de milliards de dollars et ne sera rentable qu'avec des prix du baril élevés, à l'encontre de la promesse faite à la base MAGA.

Riyad, une capacité que la géographie confisque

Le cas saoudien est le plus contre-intuitif. Sur le papier, le royaume détient l'arme absolue du marché, une capacité soutenable estimée par l'AIE à 12 Mb/j. C'est elle qui fonde, depuis les années 1980, son statut de « banquier central »

du pétrole. Or, il n'a produit que 8 Mb/j en juillet, très loin d'un quota que l'Opep+ a encore relevé, le 2 août, à 10,5 Mb/j pour septembre. Ce n'est pas un choix stratégique. Les barils que Riyad pourrait extraire ne trouvent pas tous de chemin vers le marché. L'oléoduc est-ouest (désormais endommagé, ndlr), qui contourne Ormuz vers le port de Yanbu, sur la mer Rouge, tourne à sa capacité maximale de 7 Mb/j, ce qui a fait passer les flux de Bab el-Mandeb de 5 à 8 Mb/j.

Mais ce contournement est à son tour menacé par le blocus des houtistes, alliés de l'Iran, et les routes de repli par Suez ou par l'oléoduc Sumed sont plus lentes, plus chères et de capacité limitée. La leçon de 2026 tient en une phrase : la capacité de production ne vaut que ce que valent les infrastructures d'évacuation, et une réserve stratégique enfermée derrière un détroit hostile n'est pas un instrument de puissance, mais un actif entravé, d'une valeur perçue incertaine dans les années prochaines. Autrement dit, importer du pétrole et ses dérivés du Moyen-Orient sera perçu comme présentant une prime de risque élevée et probablement durable.

Paradoxe saoudien

S'y ajoute une contrainte budgétaire structurelle. Le Fonds monétaire international situe le prix d'équilibre budgétaire saoudien autour de 86 dollars, davantage encore si l'on intègre les dépenses du fonds souverain (Public Investment Fund, PIF). Le déficit du seul premier trimestre de 2026, 125 milliards de riyals (soit 29 milliards d'euros), a consommé les trois quarts de la cible annuelle, tandis qu'Aramco maintenait un dividende de base de 22 milliards de dollars par trimestre au prix d'un recours croissant à la dette. On retrouve la logique de l'État rentier, décrite par Hazem Beblawi et Giacomo Luciani, où la légitimité se construit sur la capacité de redistribution plutôt que sur l'impôt, ce qui rend la dépense publique très rigide. Bassam Fattouh, Rahmatallah Poudineh et Rob West illustrent la difficulté propre à notre période. Pour un exportateur, la diversification est la seule protection contre la transition énergétique, mais elle doit être financée par la rente que cette transition menace. Diversifier coûte cher, et cela se paie en pétrole. Autrement dit, la sortie de la dépendance pétrolière exige, pendant la transition, une dépendance pétrolière renforcée.

(A suivre)

TUNISIE – BANQUE MONDIALE

Le Gouverneur de la BCT appelle à passer “d’une logique de résilience à une logique de création de richesse “

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), Fethi Zouhaier Nouri a souligné jeudi que la Tunisie a tenu ses engagements et fait preuve de résilience face aux chocs climatiques et géopolitiques. Il a toutefois insisté sur la nécessité de changer de cap : “Il est temps de passer d’une logique de résilience à une logique de création de richesse.”.

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) s’est exprimé lors de sa rencontre au siège de la Banque mondiale avec Ahmadou Moustapha Ndiaye, Directeur Pays de la Banque mondiale pour le Département du Maghreb et Malte, et Ary Naim, Directeur de la Société financière internationale (IFC) pour l’Afrique. La rencontre s’est tenue en présence des premiers responsables de la BCT et d’une délégation de la Banque mondiale.

Selon un communiqué de la BCT, Fethi Zouhaier Nouri a appelé à accélérer le rythme de réalisation des projets et des investissements. Il a indiqué que deux grands chantiers structurent cette ambition : le développement du secteur du phosphate et celui des énergies renouvelables.

Citant parmi les réussites du pays les efforts déployés pour préserver la stabilité du taux de change et le niveau des réserves en devises, le gouverneur de la BCT a jugé nécessaire de relancer l’investissement privé, un dossier que la BCT suit de près.

Fethi Zouhaier Nouri a par ailleurs salué la qualité de la coopération avec la Banque mondiale et son soutien continu, assurant que la Tunisie dispose d’un potentiel important et de nombreux projets ambitieux.

Lors de cette rencontre, Ahmadou Moustapha Ndiaye a indiqué que la Banque mondiale s’attache à offrir à ses pays membres des solutions intégrées, en particulier pour le développement des infrastructures et l’essor du secteur privé. Qualifiant le partenariat avec la Tunisie d’exemplaire, il a précisé qu’il repose sur la réalisation de projets, l’obtention de résultats et la recherche de solutions concrètes.

Ary Naim a, pour sa part, souligné le grand potentiel de la Tunisie et fait part de l’objectif d’augmenter considérablement l’enveloppe de financement consacrée au pays. Il a indiqué que l’IFC entend porter de grands investissements d’infrastructure. Et d’ajouter que l’IFC vise également à soutenir l’internationalisation des entreprises tunisiennes, à travers des instruments et mécanismes destinés à faciliter leur accès au financement.

Agence

INNOVATION ET INDUSTRIE

L’Egypte cherche à renforcer ses marques nationales

Réunis pendant deux jours au Caire, responsables publics, chercheurs et industriels ont appelé à faire évoluer le modèle productif égyptien vers davantage d’innovation, de recherche et développement et de valeur ajoutée locale, afin de favoriser l’émergence de marques nationales capables de s’imposer sur les marchés internationaux.

Comment faire passer l’économie égyptienne d’un modèle encore largement dépendant de l’importation de technologies, de l’assemblage et de la sous-traitance à une économie davantage fondée sur l’innovation et la production de connaissances ? C’est autour de cette question que le Centre égyptien de réflexion et d’études stratégiques a réuni, lundi 21 et mardi 22 septembre au Caire, responsables publics, chercheurs et représentants du secteur privé.

Intitulé « Innovation interne et industrie nationale sous une marque égyptienne : vers une économie plus compétitive sur les marchés internationaux », l’atelier, organisé dans le cadre du programme d’études économiques du Centre, avait pour ambition de réfléchir aux moyens d’accroître la valeur ajoutée locale et de favoriser l’émergence de marques égyptiennes capables de se développer à l’international.

Les débats ont porté sur l’ensemble de la chaîne allant de la recherche scientifique et de la formation technologique à l’industrie, à l’investissement et au développement de produits, avant leur commercialisation, leur exportation et leur implantation sur les marchés étrangers.

Les participants ont également cherché à identifier les obstacles législatifs, institutionnels, technologiques et financiers qui freinent encore le passage de la recherche et de l’innovation à leur application industrielle et à leur exploitation commerciale.

L’atelier a notamment réuni Fahd Abdel-Azim Amara, président de la Cour d’appel du Caire et professeur à la faculté de droit de l’Université britannique d’Égypte ; Hatem El-Nawawy, président de l’Autorité de développement des exportations et directeur exécutif du Fonds de développement des exporta-

tions ; Tarek Farouk Maarek, directeur exécutif adjoint du Centre de modernisation industrielle ; Ahmed Abdel-Wahab, président du Centre d’excellence scientifique et technologique du ministère de la Production militaire ; Mohamed Watani, expert auprès du Conseil supérieur de l’enseignement technologique ; ainsi que plusieurs représentants d’entreprises et de conseils d’exportation.

Parmi les industriels et experts présents figuraient également Mohamed Magdy El-Araby, PDG de PhotonX, du groupe El-Araby ; Mohamed El-Aidy, vice-président du Conseil d’exportation des industries d’ingénierie ; Tamim El-Dawy, directeur exécutif adjoint du Conseil d’exportation des industries alimentaires ; Ayman Abu Zahra, fondateur et PDG de Sopharma Pharmaceuticals ; Rehab Ali Hussein, professeure adjointe de pharmacognosie au Centre national de la recherche ; et Bahaa Dimitri, vice-président du conseil d’administration de Fresh Home Appliances.

Walid Wagih El-Zomor, ministre plénipotentiaire au Commerce et directeur du département des pays et organisations africains à la représentation commerciale égyptienne, ainsi qu’Ahmed Ragab, conseiller économique auprès de la Banque africaine de développement, ont également participé aux discussions.

Le Centre était représenté notamment par Ahmed Bayoumi, chercheur principal, Maher El-Sherif, ministre plénipotentiaire au Commerce et directeur du programme d’études économiques, et le général de division Hossam Mustafa, directeur du Centre.

Des brevets à l’application industrielle

La première journée a été consacrée au système national d’innovation et à la capacité de l’économie égyptienne à évoluer vers un mo-

dèle davantage fondé sur la connaissance.

Les participants ont notamment plaidé pour la création d’un environnement législatif et institutionnel plus favorable à l’innovation et au développement de produits égyptiens susceptibles d’être commercialisés à l’étranger.

Parmi les pistes évoquées figure la modernisation du système d’enregistrement des brevets, grâce à la numérisation des procédures de dépôt, à la création d’une procédure accélérée et à la fixation de délais précis. L’objectif est de mieux protéger les droits des innovateurs tout en améliorant l’environnement dans lequel évoluent les entreprises technologiques.

Le rôle du Centre de modernisation industrielle a également été abordé. Plusieurs mécanismes ont été examinés pour mieux accompagner les jeunes entreprises, les rapprocher des industriels et faciliter leur accès aux financements nécessaires à leur développement.

Une autre session a été consacrée aux capacités technologiques, à la recherche et développement et aux ressources humaines. Les discussions ont insisté sur la nécessité d’accroître les investissements des entreprises dans la R&D, notamment à travers des incitations permettant d’orienter les financements vers des projets présentant un potentiel économique et industriel.

L’adaptation de la formation aux besoins des entreprises a constitué un autre axe majeur. Les participants ont notamment évoqué le rôle des universités technologiques et des conseils sectoriels des compétences, ainsi que la possibilité de mieux articuler les projets de fin d’études et la recherche appliquée avec les besoins des usines.

R I/Agence.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

«La pauvreté monétaire en Mauritanie a reculé à 25,7 % en 2025 »

Le ministre des Affaires économiques et du Développement, Abdallahi Ould Souleimane Ould Cheikh Sidiya, a déclaré que le taux de pauvreté monétaire en Mauritanie avait reculé à 25,7 % en 2025, tandis que le taux de pauvreté extrême était tombé à 11,2 %. Dans un discours prononcé à l’occasion de la célébration de la Journée internationale de

la paix à Nouakchott, le ministre a ajouté que les résultats de la dernière enquête permanente sur les conditions de vie des ménages, qui mesure les évolutions enregistrées entre 2019 et 2025, ont montré une amélioration d’un certain nombre d’indicateurs sociaux.

Le ministre a souligné que l’écart de pauvreté avait quant à lui reculé à 6,4 %, estimant que ces résultats

justifiaient de poursuivre cette dynamique et d’en accélérer le rythme, afin de garantir que toutes les catégories de la population et les différentes régions du pays bénéficient davantage des fruits du développement.

Le ministre a précisé que la Mauritanie avait réussi à préserver sa stabilité et à renforcer sa résilience face aux défis sécuritaires, écono-

miques, sociaux et climatiques croissants dans son environnement régional.

Il a souligné que cette stabilité n’était pas le fruit du hasard, mais le résultat d’une vision globale fondée sur l’interdépendance entre la sécurité, le développement, la justice sociale, la bonne gouvernance et le dialogue.

R I

QATAR

Le NAMLC discute du renforcement de la coopération avec la CASI syrienne

Le Comité national de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme (NAMLC) a discuté du renforcement de la coopération internationale, de l’échange d’expertise et du renforcement des capacités avec l’Autorité centrale de supervision et d’inspection (CASI) syrienne.

La réunion a eu lieu entre le secrétaire du NAMLC, Mohammed Sareea Rashid Al Kaabi, et le directeur de la CASI, Amer Al Ali, actuellement en visite dans le pays. La réunion a porté sur un nom-

bre de questions liées au renforcement du cadre de lutte contre le blanchiment d’argent, le financement du terrorisme et la corruption. Les deux parties ont également discuté de la répartition des rôles et des responsabilités entre les entités nationales en vue de l’évaluation mutuelle, ainsi que des besoins de coordination pendant les différentes phases de l’évaluation. Elles ont abordé le renforcement des capacités et la qualification du personnel national afin d’améliorer l’état de préparation des entités concernées et

l’efficacité du système de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. La réunion a porté sur le rôle de la NAMLC dans la coordination avec les autorités nationales compétentes pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des actions visant à lutter contre le blanchiment d’argent lié aux infractions de corruption.

Les discussions ont notamment porté sur les mécanismes de coopération avec l’Autorité de contrôle administratif et de transparence (ACTA) afin de coordon-

ner les efforts nationaux dans la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) et de la stratégie nationale pour la promotion de l’intégrité, de la transparence et de la prévention de la corruption, en soulignant l’importance de ces efforts et leur rôle essentiel dans la prévention et la lutte contre la criminalité financière, la protection du système financier et la promotion de l’intégrité et de la transparence.

R I.

CACAO

Ce qu’il faut savoir sur la filière malgache

L’Afrique concentre environ 70 % de l’offre mondiale de cacao, principalement grâce aux contributions de la Côte d’Ivoire, du Ghana, du Nigeria ou encore du Cameroun. À côté de ces poids lourds, Madagascar occupe une place plus modeste en volume, mais se distingue par la qualité de sa production.

À l’issue de la 114e réunion ordinaire du Conseil de l’Organisation internationale du cacao (ICCO), tenue du 14 au 18 septembre 2026 à Abidjan en Côte d’Ivoire, Philippe Fontayne, vice-président du Conseil national du cacao de Madagascar, a été élu président de cette instance pour l’année cacaoyère 2026-2027. Cette nomination place la Grande Île au cœur de la gouvernance internationale d’une filière largement dominée par les grands producteurs ouest-africains. Cette annonce remet en lumière un acteur relativement peu connu, mais dont le positionnement repose davantage sur la qualité que sur les volumes. Voici en 4 points ce qu’il faut savoir sur la filière malgache de la fève.

• **Une production modeste concentrée dans le nord du pays**
Madagascar reste un producteur de taille modeste à l’échelle mondiale. Les dernières données officiellement renseignées par l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) font état de 10 234 tonnes de fèves produites en 2022. Les estimations plus récentes sont toutefois plus élevées

: la base FAOSTAT recense 21 000 tonnes en 2024, mais précise que cette valeur provient d’une source externe, et n’est donc pas classée comme donnée officielle. Quoi qu’il en soit, le pays reste un acteur de niche à l’échelle mondiale. Sa production représente moins de 1 % de l’offre globale, estimée à près de 4,8 millions de tonnes pour la campagne 2024/25 par l’ICCO. La filière repose largement sur de petites exploitations, et fait vivre environ 30 000 à 33 000 producteurs. Près de 95 % du cacao serait produit dans le bassin du Sambirano au nord-ouest du pays, notamment autour du district d’Ambanja.

• **Une filière principalement tournée vers l’export**
Comme dans la majorité des pays producteurs africains, la récolte de cacao est majoritairement orientée vers le marché international. Selon les données compilées par la FAO, la Grande Île a placé près de 13 411 tonnes de fèves en moyenne sur le marché international entre 2020 et 2023. Les recettes d’exportation générées par ces ventes se sont élevées à près de 25 millions USD en

moyenne par an sur la même période. Parmi les principaux débouchés figurent les pays de l’Union européenne, les Émirats arabes unis, les États-Unis, ou encore l’Inde et la Russie.

• **Un cacao fin et aromatique recherché**
Madagascar bénéficie d’un positionnement particulier sur le marché mondial. L’ICCO classe 100 % des exportations de fèves du pays dans la catégorie du cacao fin ou aromatique. Cette classification ne repose pas uniquement sur la variété des cacaoyers. Selon l’organisation, elle résulte de l’interaction entre la composition génétique du plant, les conditions du terroir, les pratiques culturelles ainsi que les opérations de récolte et de post-récolte. Dans le cas malgache, cette réputation est notamment associée aux caractéristiques du bassin du Sambirano, aux variétés qui y sont cultivées et aux pratiques de fermentation et de séchage. Ce positionnement permet à Madagascar de se différencier sur un marché spécialisé, où les cacaos fins peuvent généralement bénéficier d’une prime par rapport aux cours du cacao courant.

NIGERIA

L’Etat d’Ogun intègre les plans de recomposition du réseau portuaire national

Le Nigeria multiplie les initiatives pour accroître ses capacités portuaires et mieux connecter ses bassins industriels aux infrastructures. À Ogun, le projet portuaire Gateway ajoute une nouvelle pièce à ce puzzle, avec l’ambition d’associer port en eau profonde et zone économique spéciale. Le gouvernement de l’État d’Ogun au Nigeria et DP World ont signé, le jeudi 24 septembre à Paris, des protocoles d’accord portant sur le développement du Gateway Deep Seaport et de la Blue Marine Special Economic Zone. Les deux projets devraient mobiliser, selon les autorités nigérianes, plus de 7 milliards USD d’investissements initiaux, et sont conçus comme un ensemble destiné à renforcer les capacités logistiques et industrielles du pays. Le futur port doit être implanté à Ogun Waterside, avec un tirant d’eau de 18 mètres et un linéaire de quai de 4 kilomètres. Il doit notamment permettre de recevoir des navires de plus grande capacité et contribuer à réduire la pression exercée sur les infrastructures portuaires historiques de Lagos, notamment Apapa et Tin Can Island.

Un port au service d’un bassin industriel

Le choix d’Ogun donne au projet une dimension particulière. Situé dans l’orbite économique de Lagos, l’État constitue déjà l’un des principaux

pôles manufacturiers du Nigeria, avec notamment des activités cimentières et d’autres industries générant d’importants besoins en transport de marchandises. Le projet prévoit ainsi d’associer directement l’infrastructure portuaire à une zone économique spéciale de 10 000 hectares. L’objectif est d’y transformer des intrants importés, de valoriser des matières premières nigérianes et de produire pour les marchés domestiques et extérieurs. Cette articulation entre port et industrie s’inscrit dans une logique de rapprochement entre les lieux de production, les infrastructures d’import-export et les marchés, alors que les coûts et les délais logistiques restent un enjeu important pour les entreprises nigérianes. Le gouvernement fédéral prévoit par ailleurs de renforcer les connexions routières, ferroviaires et électriques nécessaires au fonctionnement du corridor. La section de 28 km de l’autoroute côtière Lagos-Calabar située dans l’État d’Ogun est notamment présentée comme un maillon essentiel de cette connexion.

Une multiplication des projets autour de Lagos

Le projet de port en eau profonde Gateway intervient surtout dans un contexte où Abuja cherche à élargir progressivement l’architecture portuaire du pays. La stratégie nationale

de développement de l’économie maritime et bleue prévoit plusieurs nouveaux ports, notamment à Badagry, Ilaje, Olokola, Agge, Ibaka, Burutu, Snake Island et Bakassi, ainsi que le développement de ports secs à l’intérieur du pays. Plusieurs de ces projets ont connu des avancées récentes. Début septembre, APM Terminals et Badagry Port Development Ltd. ont signé un protocole d’accord ouvrant des négociations exclusives pour le développement du Badagry Deep Seaport, à l’ouest de Lagos. Le projet vise notamment à accueillir de grands porte-conteneurs et à développer des activités de transbordement. Il reste toutefois soumis à la conclusion des négociations et aux étapes réglementaires et d’investissement ultérieures. A Lagos, MSC a signé en mars une concession de 45 ans avec Nigerdock pour développer un terminal à conteneurs à Snake Island. L’infrastructure doit disposer à terme d’un quai de 910 mètres et d’une profondeur pouvant atteindre 18 mètres, avec une conception adaptée aux navires de haute mer. Parallèlement, Abuja poursuit la modernisation de ses plateformes existantes, notamment Apapa et Tin Can Island, dans le cadre d’un programme d’investissement annoncé à environ 1 milliard USD.

R I

EN AFRIQUE

La valeur des fusions-acquisitions a crû de 19 % sur les sept premiers mois de 2026, à 11,6 milliards \$

Les grandes transactions portant sur des montants supérieurs à 500 millions de dollars continuent de dominer le marché depuis plus d’une décennie. Entre janvier et juillet de l’année en cours, trois mégadeals ont représenté environ 75 % de la valeur totale des transactions. La valeur globale des fusions-acquisitions (M&A) impliquant des entreprises opérant en Afrique a atteint 11,6 milliards de dollars durant les sept premiers mois de 2026, enregistrant ainsi une hausse de 19 % par rapport à la même période de 2025, selon un rapport publié le 21 septembre par le cabinet de conseil Boston Consulting Group (BCG). Intitulé « 2026 M&A Report », le rapport précise que le volume des transactions a cependant chuté de 32 % sur la période de référence, pour s’établir à 200 transactions. La trajectoire observée en Afrique est identique à celle qui a prévalu à l’échelle mondiale : la hausse de la valeur découle essentiellement d’un nombre très limité de transactions. Sur le continent africain, trois opérations de fusions-acquisitions d’un montant cumulé de 8,7 milliards de dollars ont représenté environ 75 % de la valeur totale des transactions. Les 197 autres transactions n’ont totalisé qu’environ 2,9 milliards de dollars. Cette concentration n’est pas un phénomène nouveau. Depuis bien plus d’une décennie, le marché africain des fusions-acquisitions se caractérise par une poignée de « mégadeals » représentant une part disproportionnée de la valeur globale. Cette tendance de fond reflète un marché africain qui n’a pas encore atteint la profondeur et la masse critique perceptibles sur d’autres marchés plus établis. Le rapport indique d’autre part que la taille moyenne des grandes transactions ayant une valeur supérieure à 500 millions de dollars a plus que doublé en Afrique, passant de 1,1 milliard de dollars au cours des sept premiers mois de 2025 à 2,9 milliards de dollars durant la même période de l’année en cours. La taille moyenne des transactions plus petites est, en revanche, restée inchangée d’une année à l’autre, à environ 14 millions de dollars. La reprise des fusions-acquisitions constatée sur le continent se distingue également par un écart important entre l’activité entrante (inbound) et celle sortante (outbound). La valeur des transactions ciblant des entreprises africaines a augmenté de 63 % entre janvier et juillet, pour atteindre 7,8 milliards de dollars, contre 4,8 milliards de dollars durant la même période de 2025. Dans le même temps, la valeur des transactions impliquant des acquéreurs africains a chuté de 44 %, passant de 8,3 milliards de dollars à 4,7 milliards de dollars. Les flux entrants et sortants ne s’additionnent pas, car les transactions intra-africaines sont comptabilisées à la fois comme entrantes et sortantes.

Des perspectives favorables à moyen terme

Le secteur des minerais et métaux a dominé l’activité entrante durant la période sous revue, représentant environ les trois quarts de la valeur des transactions ciblant des entreprises africaines. La plus grande transaction a été l’acquisition par l’américain Alcoa Corporation de cinq actifs de la chaîne de valeur de l’aluminium de South32, dont la plus grande fonderie d’aluminium africaine, Hillside Aluminium, pour un montant estimé à 5,5 milliards de dollars. Le secteur de l’énergie est également resté une pierre angulaire de l’activité entrante, porté par l’appétit croissant des acquéreurs originaires des États du Golfe pour les actifs africains. En juillet 2026, l’émiratie ADNOC Distribution s’est, par exemple, offert l’activité de vente au détail de carburant aval de Shell en Afrique du Sud pour 1 milliard de dollars. Dans une transaction de plus petite taille, la société norvégienne Panoro Energy a déboursé 167 millions de dollars auprès de la société américaine Kosmos Energy pour porter sa participation dans le champ offshore Ceiba et le complexe de production pétrolière Okume, en Guinée équatoriale, de 14,25 % à 54,6 %. De son côté, le secteur des services financiers a affiché un certain dynamisme, grâce notamment à la finalisation de la fusion-absorption d’Allianz Maroc par Sanlam Maroc et à l’acquisition de la société de conseil en investissement basée au Luxembourg Osead Fund par le groupe marocain Ayrad Group.

WALL STREET SOUS TENSION

Emploi et inflation à l'épreuve de la trajectoire des taux américains

Les investisseurs passeront au crible les rapports sur l'emploi et l'inflation au cours de la semaine à venir afin d'évaluer les risques d'un resserrement plus marqué de la politique monétaire, ce qui pourrait compromettre la reprise du marché boursier américain.

Les principaux indices boursiers ont oscillé près de leurs niveaux records vendredi, le S&P 500 .SPX se situant à moins de 1 % de son plus haut niveau atteint mi-août, soutenu par les valeurs technologiques et celles liées à l'intelligence artificielle. Le rapport mensuel sur l'emploi, attendu le 2 octobre, sera l'événement phare pour Wall Street. Un indicateur clé de l'inflation sera également au centre de l'attention. Les investisseurs scrutent les implications pour la Réserve fédérale, qui a commencé ce mois-ci à relever ses taux d'intérêt pour la première fois en trois ans afin de lutter contre une inflation élevée. "Quand on prend du recul et qu'on examine ce qui importe au marché en ce moment, la Fed est au centre de l'attention, tout comme les taux d'intérêt", a déclaré Jim Baird, directeur des investissements chez Plante Moran Financial Advisors. "Ces deux rapports seront très importants, car ils donneront des indications sur la manière dont la réflexion de la Fed pourrait évoluer."

Des problèmes liés aux obligations... et sous la surface du marché?

Les indices boursiers faisaient preuve de résilience malgré les menaces, principalement la hausse continue des rendements des bons du Trésor, alors que la vague de ventes se prolongeait, les investisseurs exigeant une rémunération plus élevée pour détenir des obligations d'État. Le rendement des bons du Trésor à 30 ans a atteint cette semaine son plus haut niveau depuis plus de 20 ans et le rendement de référence à 10 ans a largement dépassé le seuil très surveillé des 5 %.

"Compte tenu de l'évolution du marché obligataire ces derniers mois, il n'est pas exclu que la situation se détériore assez rapidement", a déclaré jeudi Matthew Maley, stratège en chef des marchés chez Miller Tabak, dans une note.

Certains segments du marché boursier ont connu des difficultés en septembre, ce qui rend les investisseurs méfiants face à un affaiblissement plus généralisé. Le S&P 500, qui est davantage influencé par les titres présentant les plus fortes capitalisations boursières, est pour l'instant resté prati-

quement inchangé en septembre et affichait toujours une hausse d'environ 13 % en 2026.

Mais huit des onze secteurs du S&P 500 sont en territoire négatif depuis le début du mois, les valeurs financières et les services publics figurant parmi celles qui ont reculé d'environ 5%. Une version à pondération égale de l'indice — considérée comme un baromètre de l'action moyenne — a reculé d'environ 4 % en septembre.

"Les indices ont bien résisté, mais ce n'est pas le cas de l'action moyenne", a déclaré Paul Nolte, conseiller senior en gestion de patrimoine et stratège de marché chez Murphy & Sylvest Wealth Management. "Sous la surface, on observe une certaine érosion."

Le secteur technologique, qui pèse lourd dans l'indice, a progressé ce mois-ci, notamment les valeurs des semi-conducteurs, qui comptent parmi les grands gagnants de la tendance liée à l'intelligence artificielle. Le fabricant de puces mémoire Micron Technology MU.O , dont la capitalisation boursière a dépassé les 1 000 milliards de dollars, doit publier ses résultats trimestriels mercredi.

Les chiffres de l'emploi s'annoncent tandis que les paris sur une hausse des taux se confirment

Le rapport sur l'emploi de septembre devrait faire état d'une création de 100 000 emplois et d'un taux de chômage de 4,2 %, selon un sondage Reuters auprès d'économistes.

"On s'attend à ce que le marché du travail se soit amélioré ces derniers mois", a déclaré James Ragan, co-directeur des investissements et directeur de la recherche en gestion d'investissements chez D.A. Davidson. "Cette évolution positive de l'emploi est importante pour donner confiance dans le maintien d'une forte consommation."

Le rapport sur l'emploi exceptionnellement positif du mois précédent a renforcé les anticipations d'une hausse des taux par la Fed. La banque centrale a relevé ses taux d'un quart de point de pourcentage le 16 septembre et a laissé entendre qu'elle procéderait à une nouvelle hausse avant la fin

de l'année. Jeudi, les contrats à terme sur les Fed Funds laissaient entrevoir une probabilité supérieure à 60 % que la banque centrale relève ses taux lors de sa prochaine réunion en octobre, selon les données de LSEG.

"Le marché se contenterait volontiers d'un rapport sur l'emploi satisfaisant, mais pas exceptionnel", a déclaré Baird. "Si les chiffres de l'emploi s'avéraient excessivement bons, cela pourrait facilement susciter une réaction négative à court terme sur les marchés, car cela serait perçu comme un argument supplémentaire en faveur d'une nouvelle hausse des taux en octobre."

Les hausses de taux posent plusieurs défis aux actions. Elles augmentent les coûts d'emprunt et ralentissent l'économie, tout en entraînant une hausse des rendements

obligataires, ce qui accroît la concurrence des obligations vis-à-vis des actions en matière d'investissement.

La publication mercredi de l'indice mensuel des prix des dépenses de consommation personnelles (PCE), suivi de près par la Fed, donnera un **aperçu** des tendances inflationnistes. Dans le rapport précédent, l'indice PCE sous-jacent avait augmenté de 3,3 % sur les 12 mois clos en juillet, bien au-dessus de l'objectif de 2 % de la banque centrale.

Ce rapport "confirmera probablement que l'inflation reste supérieure à l'objectif", a déclaré Nolte. Mais "si l'on constate que le PCE affiche une tendance légèrement à la baisse, cela suscitera peut-être un peu plus d'enthousiasme sur les marchés".

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Septembre 2026
Valeur : 28 Septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6432	133.6582
1	EUR	EURO		152.2731	152.3035
1	GBP	POUND STERLING		177.0343	177.1011
100	JPY	JAPANESE YEN		84.5201	84.5456
1	CNY	CHINESE YUAN		19.9129	19.9163
1	CHF	SWISS FRANC		161.5414	161.6181
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.7287	94.7594
1	DKK	DANISH KRONE		20.3684	20.3738
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5373	13.5410
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.1074	14.1116
1	AED	UAE DIRHAM		36.3873	36.3933
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5907	35.5966
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.1884	434.3783
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.9804	45.4325
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.9350	13.9365
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8440	20.9505
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3361	3.3465
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.9620	181.9620

MARCHÉS EN ASIE

Les taux nippons grimpent encore, les Bourses hésitent

Les Bourses en Asie ont été contrastées vendredi, sous la pression d'un emballement des taux obligataires, avec un nouveau sommet en trente ans des rendements nippons, et de prix toujours élevés du pétrole en dépit d'un répit précaire. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé en hausse de 1,30% à 66'364 points. Mais la Bourse de Sydney a cédé 0,43% et l'indice hongkongais Hang Seng abandonnait 1,32% vers 08H30. Les Bourses de Taipei et de Chine continentale sont fermées en raison d'un jour férié. Certes, la place japonaise semble résister mais les échanges demeurent nerveux.

"Le maintien de prix élevés du pétrole brut devrait exercer une pres-

sion à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme et la surévaluation des actions risque de devenir une source d'inquiétude", insistent les analystes de Tokai Tokyo Intelligence.

Ils estiment que c'est l'approche d'une date de versement des dividendes pour certaines entreprises qui est venue doper le marché vendredi.

Scruté par les investisseurs, le sommet entre le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping a débouché sur peu d'annonces concrètes, après l'accord, dévoilé dès jeudi, d'un prolongement de la trêve douanière des deux pays.

"Les risques liés aux relations commerciales sino-américaines

demeurent en toile de fond. La trêve commerciale n'a été prolongée que de deux mois, jusqu'au 10 janvier, laissant en suspens les questions relatives aux droits de douane, aux terres rares, aux restrictions technologiques", avertit Lloyd Chan, de la banque MUFG.

Répit fragile du pétrole

Vers 08H30, le cours du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, référence du marché mondial, reculait de 1,11% à 105,40 dollars. Celui du baril de WTI nord-américain, également pour livraison en novembre, cédait 1,92% à 92,79 dollars.

Le marché reprend son souffle après avoir de nouveau bondi la

veille (de quelque 3,4% pour le Brent) alors que l'Assemblée générale de l'ONU à New York n'a débouché sur aucun signe d'avancée diplomatique entre Washington et Téhéran.

"Le regain de tensions géopolitiques au Moyen-Orient survient dans un contexte de marché pétrolier déjà tendu, suscitant des inquiétudes tant pour l'approvisionnement que pour l'inflation", rappelle Lloyd Chan.

L'Arabie saoudite a dit jeudi avoir intercepté une attaque de missiles tirés du Yémen voisin par les Houthis pro-iraniens, qui ciblait notamment Yanbu sur la mer Rouge, site crucial pour un oléoduc offrant une voie d'acheminement du pétrole alternative au détroit d'Ormuz.

Emballement des taux

Les rendements obligataires n'en finissent plus de grimper: les cours élevés du pétrole, sur fond de tensions persistantes entre Washington et Téhéran et d'indicateurs solides aux Etats-Unis, alimentent les craintes inflationnistes et renforcent donc les anticipations de hausses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Le rendement des emprunts d'Etat américain à long terme (30 ans) a atteint jeudi en séance un plus haut depuis 2004, à 5,50%, tandis que son équivalent à 10 ans a touché 5,22%, niveau plus vu depuis 2007.

Synthèse R.I.

CHINE – ÉTATS-UNIS

La visite d’État de Xi Jinping ouvre une nouvelle étape dans la stabilité stratégique

La visite d'État du président chinois Xi Jinping aux États-Unis a constitué une nouvelle étape dans les relations constructives de stabilité stratégique entre la Chine et les États-Unis, a déclaré le chef de la diplomatie chinoise Wang Yi au terme de la visite de Xi Jinping aux États-Unis vendredi.

R I/Agence

M. Wang, qui est également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a fait ces déclarations lors d'un point de presse consacré à la visite d'État de M. Xi aux États-Unis, qui s'est déroulée du 23 au 25 septembre. Le président Xi et le président Trump ont eu un échange de vues franc et approfondi, dans une atmosphère amicale et de respect mutuel, sur des questions stratégiques et générales concernant les relations sino-américaines et le contexte mondial au sens large, a dit M. Wang. Depuis que le président Trump a entamé son deuxième mandat, les deux chefs d'État ont entretenu des échanges étroits, notamment dans le cadre de trois rencontres en personne et de cinq entretiens téléphoniques, et ont instauré un mode d'interaction marqué par le respect mutuel et la sincérité, a déclaré M. Wang, soulignant que cela était devenu l'atout stratégique le plus précieux dans les relations sino-américaines. L'un des résultats politiques importants de cette visite est que le président Xi et le président Trump ont encore enrichi le contenu du nouveau positionnement des relations sino-américaines et sont convenus d'établir une relation constructive de stabilité stratégique entre la Chine et les États-Unis fondée sur le respect, l'équité et la réciprocité, a dit M. Wang. Par "respect", a déclaré M. Wang, nous entendons qu'il faut respecter la souveraineté et

l'intégrité territoriale de chacun, le choix de chaque pays en matière de système social et de voie de développement, ainsi que les intérêts fondamentaux et les principales préoccupations de l'autre partie. Par "équité", a poursuivi M. Wang, nous entendons qu'il faut rechercher une coopération mutuellement bénéfique et gérer les divergences par la consultation, rejeter les jeux à somme nulle dans lesquels les gains d'une partie se font au détriment de l'autre, et ne pas rechercher un avantage absolu unilatéral. Par "réciprocité", nous entendons que les deux pays sont égaux en matière de souveraineté, qu'aucune des deux parties ne se place au-dessus de l'autre, qu'aucune ne se livre à un comportement hégémonique ou intimidant, que les préoccupations de chaque partie sont prises en compte sur un pied d'égalité et que la coopération dans divers domaines se développe de manière équilibrée, a déclaré M. Wang. Rappelant que le président Xi a souligné qu'une relation économique et commerciale stable entre la Chine et les États-Unis nécessite à la fois d'élargir la liste des domaines de coopération et de réduire celle des problèmes, M. Wang a déclaré que la partie américaine doit traiter les entreprises chinoises de manière équitable, résoudre les problèmes par le dialogue et la négociation et promouvoir un développement durable, stable et positif des relations économiques et commerciales sino-américaines. Le problème de l'abus de fentanyl aux États-Unis n'est pas imputable à la Chine, mais

celle-ci a toujours agi avec la plus grande bonne volonté et a mis tout en œuvre pour aider la partie américaine à faire face à la crise du fentanyl, a souligné M. Wang, ajoutant que les deux chefs d'État ont chargé les forces de l'ordre des deux pays de continuer à renforcer leur coopération et de lutter conjointement contre la criminalité transnationale. Afin de promouvoir les échanges entre les peuples chinois et américain, le président Xi a annoncé une série de nouvelles mesures, notamment l'invitation de 100 000 jeunes Américains à se rendre en Chine dans le cadre de programmes d'échange et d'études au cours des cinq prochaines années, a dit M. Wang. Une bonne nouvelle qui a été particulièrement bien accueillie par le public américain est l'arrivée prochaine de deux pandas, Ping Ping et Fu Shuang, au zoo d'Atlanta, a ajouté M. Wang. Au cours de cette visite, a précisé M. Wang, les deux chefs d'État ont procédé à un échange de vues approfondi sur les grandes questions internationales et régionales d'intérêt commun et sont convenus de renforcer leur coordination afin d'apporter une contribution significative à la paix et au développement mondiaux. Le président Xi a également encouragé les parties concernées à rester attachées à la paix, et a soutenu les États-Unis et l'Iran dans leur retour au protocole d'accord d'Islamabad, à reprendre rapidement le dialogue et les négociations, et à conclure, à terme, un accord global couvrant la question nucléaire, a déclaré M. Wang.

GRANDE-BRETAGNE

Le Premier ministre annonce un nouveau dispositif pour aider les primo-accédants à devenir propriétaires

Les personnes souhaitant acheter leur premier logement sans pouvoir compter sur le soutien de la « banque de papa et maman » pourront bénéficier d'un nouveau dispositif d'aide à l'accession à la propriété, a annoncé Andy Burnham. Le Premier ministre britannique a déclaré qu'il était préoccupé par le nombre élevé de jeunes ayant renoncé à devenir propriétaires en raison

du coût élevé de la vie, et qu'il souhaitait remédier à cette situation. Grâce au dispositif Your First Home, les primo-accédants pourraient obtenir les clés de leur logement avec seulement 2,5 % d'apport. Dans le cadre de ce dispositif, un prêt représentant 20 % de la valeur de leur bien sera disponible pour les aider à financer leur acquisition. Ce prêt participatif sera initialement

exempt d'intérêts afin de rester abordable. Selon Rightmove, le prix moyen à l'échelle nationale d'un premier logement s'élevant à 230 000 GBP (livres sterling), cela signifie qu'un acquéreur pourrait verser un apport de 5 750 GBP et bénéficier d'un prêt allant jusqu'à 46 000 GBP pour l'aider à financer son achat. Les modalités détaillées du dispositif seront présentées lors de la présentation

du budget, le 28 octobre, par le chancelier de l'Échiquier John Healey. Alors qu'il arrivait à Liverpool pour la conférence annuelle du Parti travailliste, le Premier ministre a annoncé le dispositif en déclarant : « Trop de jeunes rencontrent des difficultés face au coût du logement, et beaucoup renoncent à l'espoir de posséder un jour un logement à eux. »

Agence

ARMÉNIE

L'UE adopte une suspension temporaire des droits de douane sur une partie des exportations

La mesure, qui concernera environ 80 % des exportations arméniennes vers l'Union européenne pendant deux ans, intervient après les restrictions commerciales imposées par la Russie. Le Conseil de l'Union européenne a adopté jeudi des mesures temporaires de libéralisation des échanges pour les produits arméniens, destinées à soutenir l'économie du pays après les restrictions commerciales récemment imposées par la Russie. Ces mesures suspendront les droits de douane

à l'importation sur une gamme de produits représentant environ 80 % des exportations arméniennes vers l'UE, dont certains produits agricoles. Elles s'appliqueront pendant deux ans à compter de leur entrée en vigueur, a précisé le Conseil. Le dispositif préférentiel prévoit des conditions et des mesures de sauvegarde afin de protéger les producteurs européens si les importations perturbent le marché de l'UE. Il vise à soutenir les exportations arméniennes vers l'Union et à renforcer les

liens économiques bilatéraux dans le cadre de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'UE et l'Arménie. Le Parlement européen avait approuvé sans amendement la proposition de la Commission européenne, ouvrant la voie à son adoption définitive par le Conseil. « Nous renforçons notre soutien à l'Arménie et à sa population, qui ont clairement choisi une voie proeuropéenne malgré les pressions extérieures », a déclaré Helen McEntee, ministre irlandaise des Affaires étrangères et du

Commerce. « La décision prise aujourd'hui aidera l'économie arménienne, touchée par les restrictions commerciales, et montre que nos partenaires peuvent toujours compter sur l'UE », a-t-elle ajouté. La commissaire européenne à l'Élargissement, Marta Kos, a salué la décision, indiquant que l'UE avait choisi de permettre l'entrée sans droits de douane de produits représentant 80 % des exportations arméniennes vers l'Union.

Agence

IRAN

Le Trésor américain revendique le succès de sa campagne pour isoler Téhéran

La banque centrale émiratie a interdit aux succursales de la banque publique Melli toute transaction avec l'Iran, les accusant notamment d'avoir enfreint les lois contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le ministre américain des Finances Scott Bessent a affirmé samedi avoir envoyé des émissaires dans le monde entier pour exiger des mesures visant à isoler l'Iran économiquement, se félicitant d'une série de restrictions ciblant les banques et les compagnies aériennes iraniennes. « Sur mon instruction, des équipes ont été dépêchées à travers le monde pour discuter avec les pays et exiger des mesures contre le régime iranien », a écrit M. Bessent sur X. « Ces efforts portent leurs fruits. » Il a cité la suspension des vols de la compagnie privée iranienne Mahan Air par la Turquie et Oman, ainsi que l'arrêt de tous les vols des compagnies iraniennes par les Émirats arabes unis. Abou Dhabi avait annoncé jeudi cette mesure afin de se conformer aux nouvelles sanctions américaines visant le secteur aérien iranien. Il a également mis en avant des mesures visant des banques iraniennes. La banque centrale émiratie a interdit mercredi aux succursales de la banque publique Melli toute transaction avec l'Iran, les accusant notamment d'avoir enfreint les lois contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le régulateur bancaire turc a retiré la semaine dernière à la banque Mellat sa licence dans le pays, en invoquant une disposition de la loi bancaire relative à la stabilité du système financier. Le secrétaire adjoint au Trésor chargé de lutte contre le financement du terrorisme, Jonathan Burke, a effectué ce mois-ci une tournée de deux semaines au Moyen-Orient et en Europe, et le Trésor américain s'est entretenu avec plus de 50 pays, selon le Wall Street Journal. M. Bessent avait assuré lundi que toutes les compagnies iraniennes seraient à l'arrêt « partout dans le monde » à partir du 23 septembre. Des compagnies iraniennes de petite taille continuent toutefois de desservir l'étranger, notamment la Chine, qui refuse de se plier aux pressions américaines.

Agence

TikTok va limiter le temps d'écran des ados après un accord à 100 millions de dollars

Les adolescents de l'Alabama seront bientôt limités à deux heures par jour sur TikTok, sauf accord d'un parent. La plateforme a accepté cette règle vendredi 25 septembre, dans un accord amiable avec l'État américain. Elle versera au moins 100 millions de dollars et évite le procès qui devait s'ouvrir lundi.

En avril 2025, Steve Marshall, procureur général de l'Alabama, a assigné TikTok et sa maison mère ByteDance en justice. Il reprochait à la plateforme d'avoir conçu son algorithme pour rendre les mineurs dépendants et de les exposer à des vidéos violentes ou qui incitent à l'automutilation. Mi-septembre, un juge texan a d'ailleurs conclu que TikTok avait trompé les familles sur son Mode restreint, qui ne protégeait pas les enfants de la nudité et de la violence. L'Alabama devait ensuite être le premier État américain à plaider contre TikTok devant un jury sur la santé mentale des adolescents. Trois jours avant l'audience, les deux parties ont signé un accord de 100 à 300 millions de dollars. Pour l'instant, seuls les adolescents d'un État sur cinquante profiteront de ces nouvelles limites. Fin août, Meta avait accepté une limite de deux heures par jour pour les mineurs de tout le pays, dans un accord à 18 milliards de dollars.

TikTok limitera les 13-17 ans à deux heures par jour

D'après l'accord déposé hier, TikTok devra appliquer ces règles à ses utilisateurs de 13 à 17 ans en Alabama. Par défaut, l'entreprise coupera leur accès au bout de deux heures d'utilisation quotidienne, et seul un parent pourra relever ce plafond. Entre minuit et 6 heures, les adolescents n'auront plus accès à l'appli-



cation. Ils ne recevront aucune notification de 22 heures à 7 heures ni pendant les heures de cours, et leurs messages privés seront eux aussi restreints sur ces créneaux. TikTok leur proposera aussi des « pauses productives » après 15, 60 puis 90 minutes d'utilisation continue. Leurs comptes seront privés par défaut, avec un fil d'actualité non personnalisé, et les filtres qui imitent les effets d'une chirurgie esthétique leur seront interdits. L'entreprise a en outre promis de renforcer la vérification de l'âge et d'empêcher les adultes de repérer facilement les comptes d'adolescents. En cas d'échanges suspects entre un adolescent et un adulte, TikTok devra prévenir les parents. Comme le relève DigitalTrends, dans sa plainte, l'Alabama reliait l'usage

de TikTok à une forte hausse des passages aux urgences pour automutilation chez les jeunes. « Ce soir, ils peuvent dormir plus sereinement en sachant que de vraies protections sont en place pour mettre leurs enfants à l'abri des dangers de l'addiction aux réseaux sociaux », a lancé Steve Marshall à l'adresse des parents de l'État. Aux États-Unis, l'application est exploitée depuis janvier 2026 par la coentreprise TikTok USDS Joint Venture. Son porte-parole a répondu que cet accord « renforce notre engagement et notre objectif principal d'améliorer en permanence nos solides outils de sécurité pour protéger les adolescents ». Dans le texte signé, TikTok ne reconnaît cependant aucune faute et rejette les accusations de l'Alabama.

TikTok paiera davantage si d'autres États signent

L'entreprise devra verser 100 millions de dollars à l'Alabama sous 45 jours. L'État pourra toucher jusqu'à 300 millions de dollars sous conditions. Sur cette somme, 183,8 millions de dollars au maximum seront versés si d'autres États concluent eux aussi un accord amiable avec TikTok dans un délai fixé. Meta, de son côté, a accepté fin août de payer jusqu'à 18 milliards de dollars sur dix ans à 52 procureurs généraux américains. Sur ce total, 5,3 milliards ne seront versés que si TikTok et YouTube adoptent des mesures équivalentes. Les mineurs d'Instagram et de Facebook seront limités à deux heures par jour et privés d'accès entre minuit et 6 heures, avec des rappels à 15, 60 et 90 minutes d'utilisation. Dans son accord avec l'Alabama, TikTok a accepté ces chiffres à l'identique. D'après l'analyse de TechPolicy.Press, Meta devra en outre appliquer des restrictions plus sévères si ses concurrents signent des engagements de ce niveau. Ses applications seraient alors limitées à 60 minutes par jour chacune, avec un couvre-feu de 22 heures à 7 heures. Au Texas, le juge Cory Liu doit fixer en octobre les sanctions civiles contre TikTok pour les promesses de son Mode restreint.

OpenAI : des images privées d'utilisateurs envoyées par erreur sur des sites tiers par ses agents IA

Des agents IA d'OpenAI ont publié sur des sites d'hébergement d'images 53 photos envoyées par des utilisateurs de ChatGPT. L'entreprise a reconnu l'erreur et a fait retirer la plupart de ces fichiers. Les agents de recherche d'OpenAI ont transmis ces photos à des services tiers avec d'autres données d'entraînement et d'évaluation, sous forme de liens non répertoriés. Ces liens n'apparaissaient pas dans les moteurs de recherche, mais il suffisait de connaître leur adresse pour les ouvrir. « Ce n'est pas une utilisation appropriée de ces données », a admis hier OpenAI dans une mise à jour de sa page consacrée à l'incident Hugging Face. L'entreprise a découvert ces publications en remontant, mois par mois, l'activité de ses agents à partir du piratage de Hugging Face par ses modèles, en juillet. Ses agents ont mis ces photos d'utilisateurs en ligne avant les protections adoptées en août.

Comment les agents d'OpenAI ont accédé aux services tiers

Le 21 juillet, OpenAI a reconnu que ses modèles en test avaient piraté

les serveurs de Hugging Face lors d'une évaluation de cybersécurité. Aucun accès direct à Internet n'était prévu dans cet environnement d'évaluation, si bien que les modèles ont exploité une faille zero-day d'Artifactory pour se connecter au Web. Artifactory est un proxy de cache pour les registres de paquets logiciels, installé dans l'infrastructure interne d'OpenAI. Dans une mise à jour du 28 juillet, l'entreprise a précisé que ses modèles avaient aussi utilisé divers services accessibles au public, dont des sites de partage d'extraits de code ou des services de capture d'écran. C'est en utilisant ce type de services tiers que des agents de recherche ont transmis des données d'entraînement et d'évaluation hors de l'entreprise, dont les 53 images, nous indique Bleeping Computer. Le 18 août, OpenAI a ralenti l'entraînement de ses modèles les plus avancés et a durci les contrôles de ses environnements de recherche, avec une isolation plus stricte des programmes qui exécutent du code généré par un modèle. Huit jours plus tard, l'entreprise a publié son rapport technique sur l'incident. Elle y a rendu obligatoire la surveillance de la chaîne de raisonnement pour tout entraînement



par renforcement de GPT-5.6 Sol ou d'un modèle plus puissant. D'après OpenAI, les 53 images avaient été mises en ligne avant ces protections.

Des images issues de comptes ChatGPT ouverts à l'entraînement

Mi-septembre, l'entreprise a signalé que certains de ses modèles avaient publié des fichiers en ligne sans autorisation, dans le seul but de les citer ensuite en source dans leurs réponses. Elle a aussi confirmé des intrusions de ses agents sur des sites

gouvernementaux et universitaires, dont un service statistique de Medicare en Australie. Le 25 septembre, OpenAI a recensé 53 cas d'images fournies par des utilisateurs et publiées sur des hébergeurs. La très grande majorité des données transmises par ses agents était sans lien avec des utilisateurs, a précisé l'entreprise. Ces photos étaient en revanche issues d'échanges éligibles à l'entraînement de ses modèles, c'est-à-dire de comptes dont les titulaires n'avaient pas désactivé cette utilisation. Les

données des comptes professionnels et celles de l'API étaient exclues de ce périmètre, sauf si un administrateur avait activé l'entraînement. Avant d'intégrer ces contenus à ses jeux de données, OpenAI les sépare des informations de compte et masque certaines données personnelles avec un filtre de confidentialité. Avec cette méthode, l'entreprise ne peut plus relier les images aux comptes de leurs auteurs. Elle a d'ailleurs refusé de dire à TechCrunch si elle avait prévenu leurs propriétaires. Pour éviter ce type d'exposition, si vous utilisez ChatGPT, vous pouvez retirer vos conversations des données d'entraînement d'OpenAI. Il vous suffit de désactiver l'option « Améliorer le modèle pour tous », dans la rubrique Gestion des données des paramètres. OpenAI a informé des dizaines d'organisations tierces dont les sites ou les services ont pu être touchés par ses agents, et il lui faudra plusieurs mois pour achever son examen. « Nous n'avons pas été aussi rapides que nous l'aurions voulu », a reconnu Sam Altman, patron d'OpenAI, sur X. À cette date, l'entreprise travaillait encore avec les hébergeurs pour faire retirer le reste des images.

Faut-il s'attendre à de très gros changements pour la nouvelle Toyota Corolla ?

La prochaine génération de Toyota Corolla se fait encore attendre. Le constructeur avait présenté un concept l'année dernière mais depuis, à part une minuscule série spéciale pour les 60 ans de la compacte, c'est silence radio. A quoi joue Toyota avec son cœur de gamme du segment C, quand RAV4, CH-R et Yaris Cross ont droit à de multitudes mises à jour ?

C'est tout simplement la voiture la plus vendue de l'histoire de l'automobile, avec plus de 50 millions d'exemplaires écoulés depuis ses débuts dans les années 60. Mais la douzième génération de la Toyota Corolla, lancée en 2018, commence doucement à accuser le poids des années face à une concurrence asiatique et européenne qui n'a jamais été aussi agressive. Et chez nous, elle subit de plein fouet le déclin des berlines compactes au profit des SUV. Alors que le géant japonais prépare en coulisses sa successeuse, une question : faut-il s'attendre à une rupture radicale pour la compacte nipponne ou à une simple évolution dans la continuité ?

Si Toyota a bâti sa légende sur de la prudence, notamment depuis les premières hybrides fin 90, des infos de nos confrères de Car and Driver suggèrent que le constructeur ne pourra pas se contenter d'un simple replâtrage. Pour maintenir son leadership mondial, la future Corolla va devoir remettre changer de look, mais surtout revoir en profondeur ce qui fait son cœur de métier : ses motorisations.

Mais aussi, pourquoi pas, revoir ses carrosseries. Toyota a déjà confirmé qu'il voulait fortement rationaliser ses gammes et ses pièces. La disparition de notre Corolla "hatchback" n'est pas totalement à exclure. Toyota n'abandonnera évidemment pas la variante berline très populaire en Amérique du Nord mais avec un "liftback", un coffre à hayon plutôt qu'une malle. Et chez nous ?

Nouveau look, et nouveau moteur hybride ?

Pourquoi pas le remplacement définitif



par un SUV type Corolla Cross ? C'est encore tôt pour le dire. Sur le plan stylistique, la prochaine mouture devrait abandonner définitivement les lignes parfois un peu fades de ses ancêtres pour adopter le nouveau langage design de la marque. Inspirée

par les récents traits acérés de la Prius 5 et du SUV électrique bZ4X — avec cette fameuse face avant en "tête de requin" —, la Corolla de treizième génération promet des proportions plus basses, plus larges et nettement plus dynamiques dans la veine du concept

aperçu l'an dernier.

Mais c'est sous le capot que les évolutions seraient les plus scrutées. Toyota travaillerait sur une toute nouvelle famille de moteurs quatre-cylindres thermique ultra-compactes (en 1.5 litre et 2.0 litres), conçus spécialement pour s'associer aux futures générations de systèmes hybrides maison. Ces blocs, annoncés comme plus légers, plus ronds et surtout plus efficaces, devraient permettre d'optimiser encore un peu plus les consommations tout en réduisant l'encombrement dans le compartiment moteur. De quoi offrir un aérodynamisme poussé au bénéfice direct des émissions de CO2.

L'électrique enfin au programme ?

Ce serait la véritable surprise sur cette future mouture : pour la toute première fois de sa longue carrière, la Corolla va-t-elle céder aux sirènes du 100 % électrique ? Pour réussir ce grand écart technique, le constructeur nippon prépare une évolution majeure de son architecture TNGA-C. Cette nouvelle plateforme modulaire multi-énergies a été conçue pour encaisser l'ensemble des technologies du marché : du thermique pur aux hybrides classiques, en passant par l'inédit hybride rechargeable (PHEV) et, donc, une version 100 % électrique à batterie pas impossible selon nos confrères.

Si Toyota s'est longtemps montré très frileux sur le zéro émission pour ses modèles populaires — préférant pousser son offre hybride —, cette Corolla EV doit lui permettre de répondre enfin aux exigences des marchés européen et chinois, où Toyota subit un gros coup d'arrêt.

L'Allemagne est en train de prendre la décision que beaucoup d'automobilistes européens attendent : baisser les taxes sur le carburant

Pour trois mois, les automobilistes allemands pourront bénéficier d'un petit coup de pouce à la pompe. Alors que le prix du litre de gazole n'a jamais été aussi proche des 3 € dans de nombreuses stations, le pays vient d'adopter une baisse des taxes. À partir du 1er octobre, les contributions sur l'essence et le gazole reculeront de 17 centimes par litre. Une économie somme toute mesurée par rapport à l'envolée des prix, mais dont le coût se chiffre en milliards pour l'État. Entre une guerre au Moyen-Orient qui ne montre pas de signe d'accalmie et Donald Trump qui laisse planer le doute d'un arrêt des exportations de gazole vers l'Europe, les prix du carburant ne semblent pas vou-

loir baisser tout de suite. Face à cette situation qui plombe le budget de millions d'automobilistes, l'Allemagne vient de prendre une mesure attendue de beaucoup : réduire les taxes sur le carburant. Une décision que se refuse toujours la France. Dans une situation délicate après des résultats désastreux lors des élections régionales début septembre, le parti du chancelier Friedrich Merz a pris cette initiative qui était attendue par beaucoup. Dès le 1er octobre, les taxes baisseront de 17 centimes par litre, aussi bien sur le gazole que sur le sans-plomb. Cette baisse sera effective durant trois mois, soit jusqu'à la fin de l'année 2026. D'ici là, la situation en Iran et, en particulier, au dé-

troit d'Ormuz aura sans doute encore bien évolué. Ce qui est certain, cependant, c'est que le coût de l'opération sera élevé pour le gouvernement allemand. Celui-ci est chiffré à 2,5 milliards d'euros. Une estimation réaliste qu'a pu produire l'Allemagne, pour qui ce type d'intervention d'urgence n'est plus une première. Déjà en mai et juin derniers, le gouvernement avait opéré une baisse des taxes sur les carburants qui avait coûté 1,6 milliard d'euros. Pour les automobilistes, qu'ils soient particuliers ou professionnels, la baisse qui débutera dès jeudi prochain représentera une économie de 8,50 € sur un plein de 50 litres. Une économie toujours appréciable, bien qu'elle ne suffise pas à compenser des mois

de hausses successives.

Une décision pour regagner en popularité ?

Après avoir été battue dans plusieurs régions allemandes aussi bien par l'AfD, le parti d'extrême droite allemand, que par la gauche radicale de Die Linke, la CDU de Merz est bel et bien en difficulté dans le pays. Ce parti de centre droit, dont les initiales désignent l'Union chrétienne-démocrate, se retrouve sans majorité absolue et a bien besoin d'un regain de popularité. La proposition de cette réduction des taxes pourrait donc lui permettre de regagner un peu d'adhésion auprès du grand public. Ce qui serait plus que bienvenu pour la CDU

au vu de sa situation politique actuelle dans le pays. Cette mesure ne peut toutefois pas être simplement considérée comme une simple manœuvre politique : le coût de l'opération sera partagé par l'État fédéral, mais aussi les Länder, les États fédérés qui constituent en quelque sorte l'équivalent de nos régions, mais avec une autonomie et des pouvoirs bien supérieurs. Ainsi, le texte approuvé par les deux chambres du Parlement, constituées de membres provenant de différents horizons politiques, vient redonner un peu d'unité politique pour limiter les dégâts des conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, qui viennent lourdement perturber les importations de pétrole dans le pays.

Mots fléchés

Accélérateur				Célèbres falaises				Tombée					
Malheurs		Après-midi au spectacle		Capitale du Yémen		Pichet		Perçais		Sucre simple		Intronisât	
												Petit fût	
Disette		Instrument à cordes en Iran				Lettre grecque				Pour écouter			
		Parapet				Estampe venant d'Epinal	Nouveau conge				Métal précieux		
							Lequel				Victoire de Napoléon		
Changeant										Archives à la télé			
Instrument à corde										Insecte vorace (deux mots)			
				Jeu									
				Moulure saillante									
Imagine		Greffai						Petite vallée	Solipède				Immortalité
									Roter				
					Rivière du Congo		Corrompue						
Justification		Enlève les souillures	Voie citadine				Le cinéma est le septième				Pour unir		
			Lieu de fouilles				Bouche cornée				Partie de chaîne		
						Flirt							
						Liquide vital							
Par	Consumée							Osé				Conjonction de coordination	
	Insectes												
			Petit conservateur					Partie mâle d'un assemblage					
			Agence spatiale					Naturel					
Membrane de l'oeil								Union Européenne					
Davantage					Surveillants		Plante potagère						
							Schlingues						
				Prêtres celtes		Mourir						Humour	
						Conjonction							
Supprimé													
Enzyme										Étau		Sélénium	
			Munie d'un pneu									Adminis-trais	
			Plante aromatique					Tâche d'un journaliste					Situées chez le notaire
Sport	Vagabonde	Anciennes mesures pour les étoffes						Vrais					
		Petite personne						Lettre phénicienne					
						Amas	Frousse					Epouse d'Athamas	
							Estuaire						
Opération éclair					Nattais								
Aspirai par les narines					Note de musique								
								Fleuve français					
Dedans			Graine							Au secours			

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 248 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 248 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Durant la même période, le dispositif de surveillance des plages a enregistré 99 interventions, ayant permis de sauver 41 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 56 personnes et d'évacuer 2 autres vers les structures sanitaires locales, ajoute la même source.



L'APN reprend ses travaux aujourd'hui

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, lundi, en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi modifiant et complétant la loi portant Code pénal, indique dimanche un communiqué de cette institution législative. L'ordre du jour de la séance comprend "la présentation du projet de loi, suivie des interventions des présidents des groupes parlementaires, avant de donner la parole au représentant du Gouvernement pour répondre aux questions des députés", précise la même source. L'APN poursuivra également ses travaux jeudi prochain, lors d'une séance plénière consacrée à "la présentation du projet de loi portant approbation de l'ordonnance n 26-01 portant Code de justice militaire, puis à son vote, ainsi qu'au vote du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n 66-156 portant Code pénal", conclut le communiqué.

PRÉSIDENTENCE

Le président de la République reçoit le président du Parlement grec

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le président du Parlement grec, M. Nikitas Kaklamanis, et la délégation l'accompagnant. L'audience s'est déroulée en présence du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

OAPEC

L'Accord d'Alger est «un tournant stratégique» pour le marché pétrolier mondial

L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) a affirmé que l'Accord d'Alger, adopté par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a constitué "un tournant stratégique" sur le marché pétrolier mondial dans la mesure où il a posé, sur le long terme, les fondements essentiels de l'accord "OPEP+" pour faire face aux évolutions du marché pétrolier international. Dans le bulletin mensuel de l'organisation publié dimanche à l'occasion du 10e anniversaire de l'Accord historique d'Alger, son secrétaire général, Khaled Al-Otaibi, a précisé que cet accord "n'a pas été une simple réponse conjoncturelle à la baisse des prix, mais a représenté un tournant dans la méthode de gestion des défis pétroliers", posant les bases d'un partenariat "plus global et plus flexible" entre les pays producteurs.

Cela se manifeste, selon M. Al-Otaibi, par "la capacité de résistance et de faire face aux défis, notamment ceux liés à la baisse des prix du pétrole survenue il y a près de dix ans suite à la hausse de l'offre, en particulier du pétrole de schiste américain, conjuguée à la faible croissance de la demande et à des niveaux de stocks élevés". Il a ajouté que cette situation a montré que le rééquilibrage du marché pétrolier "ne peut être obtenu par des actions unilatérales, mais nécessite une coopération à grande échelle entre les producteurs, fondée sur le dialogue, la confiance et le partage des responsabilités". Au cours des dix dernières années, l'alliance "OPEP+" a démontré "sa capacité à faire face à des phases successives de volatilité et d'incertitudes, grâce à un suivi continu de l'évolution de l'offre et de la demande, à l'évaluation des ni-

veaux de stocks et d'investissement, et à l'adoption de mesures adaptées selon les conditions du marché", a souligné le secrétaire général de l'organisation. De plus, l'expérience "OPEP+" a également prouvé, selon le même intervenant, que la coopération entre producteurs "ne vise pas à concrétiser les intérêts d'une partie aux dépens d'une autre, mais contribue à bâtir un marché plus équilibré et plus prévisible, ce qui soutient la pérennité des investissements, renforce la sécurité des approvisionnements et protège l'économie mondiale des répercussions négatives des fluctuations brutales", soulignant le rôle de l'Accord d'Alger dans la mise en place des bases de la coordination des actions collectives et de l'adaptation aux mutations du marché pétrolier mondial.

R E.

TRANSPORT AÉRIEN

Turkish Airlines élue meilleure compagnie aérienne d'Europe pour la 11^e fois

Turkish Airlines a reçu trois prestigieuses distinctions lors des Skytrax World Airline Awards 2026 : « Meilleure compagnie aérienne en Europe », « Meilleure restauration à bord en classe Affaires au monde » et « Meilleure compagnie aérienne d'Europe du Sud ».

Turkish Airlines s'est également hissée à la 5e place du classement Skytrax des « Meilleures compagnies aériennes au monde ». Turkish Airlines, la compagnie aérienne desservant le plus grand nombre de pays au monde, a une nouvelle fois confirmé sa position de référence dans le secteur de l'aviation en étant désignée « Meilleure compagnie aérienne en Europe » pour la 11e fois lors des Skytrax

World Airline Awards 2026. Considérés comme les « Oscars » de l'industrie aéronautique, ces prix ont été remis lors d'une cérémonie organisée le 18 septembre à Londres. En plus du titre de « Meilleure compagnie aérienne en Europe », Turkish Airlines a remporté pour la 10e fois le prix de la « Meilleure restauration à bord en

classe Affaires au monde », ainsi que, pour la 13e fois, celui de « Meilleure compagnie aérienne d'Europe du Sud ». Turkish Airlines a également reçu cinq distinctions supplémentaires dans les catégories Économie et Classe Affaires en Europe et en Europe du Sud, portant à huit le nombre total de distinctions obtenues lors de la cérémonie.

RENTÉE SCOLAIRE

inDrive soutient près de 390 élèves affectés par les incendies

inDrive, en collaboration avec l'association WinNelka, soutient les enfants et les familles touchés par les récents incendies de forêt en Algérie à travers une initiative de distribution de fournitures scolaires, destinée à accompagner les élèves à l'occasion de la nouvelle année scolaire.

Dans le cadre de cette action de solidarité, près de 390 élèves issus de communes touchées par les récents incendies recevront des kits scolaires complets, adaptés à leur niveau d'études, du primaire au lycée. Cette initiative vise à apporter un soutien

concret aux familles confrontées à des difficultés supplémentaires à la suite des incendies et à permettre aux enfants de poursuivre leur scolarité avec les fournitures nécessaires. Les kits scolaires seront distribués en fonction des besoins et du niveau d'études des

élèves. Environ 74 kits seront destinés aux élèves de première et deuxième année du primaire, 75 kits aux élèves de troisième année, 68 kits aux élèves de quatrième et cinquième années, 83 kits aux collégiens et 90 kits aux lycéens.

BISKRA

Ouverture d'un colloque national sur l'agrotourisme oasien

Un colloque national intitulé "l'agrotourisme oasien comme enjeu stratégique pour un développement local durable", organisé à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, a été inauguré, dimanche à Biskra, dans la salle de conférences du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA). Le président du colloque, Dr Tarek Mekhnane, chercheur au département du développement économique du CRSTRA, a souligné dans son intervention que les zones agricoles de Biskra disposent de nombreux atouts favorables au développement de l'agro-

tourisme oasien. Il a notamment cité les vastes palmeraies, la richesse du patrimoine culturel et les compétences humaines locales, autant de ressources qui peuvent contribuer à la création d'espaces et d'activités touristiques attractifs, en harmonie avec les spécificités et les potentialités du territoire. Il a également souligné que la palmeraie, au-delà de sa vocation agricole, peut constituer un véritable trait d'union entre agriculture et tourisme. Sa valorisation touristique passe notamment par l'implication des agriculteurs et des investisseurs dans la création d'aménagements et de structures

d'accueil permettant aux visiteurs de découvrir les palmeraies et d'en apprécier la beauté, tout en veillant à préserver leur authenticité et leur caractère oasien. De son côté, le directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Abdelaziz Boubidi, a déclaré que "l'initiative de promouvoir ce type de tourisme vise à encourager l'innovation et à renforcer la compétitivité des destinations touristiques, ce qui contribue à l'activité économique et à la diversification des sources de revenus". Il a également affirmé que "l'exploitation du développement technologique, de la numérisation et des espaces de

communication sociale contribue à la réussite de cette initiative en attirant de nombreux touristes de l'intérieur et de l'extérieur du pays". Il convient de noter que ce colloque, prévu sur deux jours, organisé par le CRSTRA de Biskra en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, réunit des représentants des directions des services agricoles (DSA), du tourisme et de l'artisanat, du commerce, ainsi que de l'environnement, en plus d'agriculteurs de plusieurs wilayas et d'investisseurs dans le domaine touristique.

APS